

Actualisation du Document de référence 2005



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers « AMF » le 5 décembre 2006 conformément à l'article 212-13, 4° du Règlement général de l'AMF. Elle complète le document de référence 2005 de Capgemini déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 avril 2006 sous le numéro D.06-0323. Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Conformément à l'article 28 du Règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004, le lecteur est renvoyé aux précédents documents de référence concernant certaines informations :

1. Le rapport de gestion, les comptes consolidés ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sur ces derniers, les comptes sociaux simplifiés de Cap Gemini S.A., et le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées figurant dans le document de référence déposé le 27 avril 2005 sous le numéro D.05-0562, respectivement pages 26 à 35, 46 à 86, 87 à 89 et 90.
2. Le rapport de gestion, les comptes consolidés incluant le rapport des commissaires aux comptes sur ces derniers, les comptes sociaux simplifiés de Cap Gemini S.A. et le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées figurant dans le document de référence déposé le 23 mars 2004 sous le numéro D.04-0313, respectivement pages 20 à 27, 38 à 74, 77 à 79 et 76.

Une table de concordance du présent document par rapport au schéma tel que défini par l'annexe I du Règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 figure au chapitre IX ci-après.

Sommaire

Page

| | |
|--|-----------|
| I. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES..... | 2 |
| 1. Responsable du document de référence et de son actualisation..... | 2 |
| 2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence | 2 |
| 3. Responsables du contrôle des comptes | 2 |
| II. EVOLUTIONS RECENTES | 3 |
| 1. Chiffres d'affaires trimestriels et éléments financiers semestriels..... | 3 |
| 2. Acquisitions..... | 3 |
| 3. Trésorerie nette et instruments financiers..... | 6 |
| 4. Divers..... | 6 |
| III. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL SOCIAL | 7 |
| 1. Conseil d'Administration | 7 |
| 2. Evolution du Capital social entre le 1 ^{er} janvier 2006 et le 31 octobre 2006..... | 7 |
| 3. Répartition du Capital au 31 octobre 2006 | 7 |
| 4. Franchissements de seuils légaux entre le 1 ^{er} janvier 2006 et le 1er décembre 2006..... | 8 |
| IV. BAUX ET PARTIES LIEES..... | 8 |
| V. RAPPORT SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2006..... | 9 |
| 1. Rapport d'activité semestriel..... | 10 |
| 2. Comptes semestriels consolidés résumés..... | 14 |
| VI. PREVISIONS DE RESULTAT..... | 31 |
| VII. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES PREVISIONS DE RESULTAT..... | 33 |
| VIII. COMMUNIQUES DE PRESSE..... | 34 |
| IX. TABLE DE CONCORDANCE..... | 57 |

I. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1. Responsable du document de référence et de son actualisation

Monsieur Paul Hermelin, Directeur Général de Cap Gemini S.A.

2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 avril 2006 sont à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

La lettre de fin de travaux ne contient pas d'observations. »

Paul HERMELIN
Directeur Général

3. Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux Comptes titulaires :

- PricewaterhouseCoopers Audit S.A.

63, rue de Villiers, 92208 Neuilly sur Seine
représenté par Monsieur Bernard RASCLE

Date du premier mandat : Assemblée Générale Ordinaire du 24 mai 1996.

Durée d'exercice : mandat expirant à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2007.

- KPMG S.A.

Immeuble Le Palatin, 3, cours du triangle, 92939 Paris la Défense Cedex
représenté par Monsieur Frédéric QUELIN

Date premier mandat : Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2002.

Durée d'exercice : mandat expirant à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2007.

Commissaires aux Comptes suppléants :

- Monsieur Philippe GUEGEN

20, rue Garibaldi, 69006 LYON

Commissaire aux Comptes suppléant du Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit S.A.,
nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2003.

Echéance du mandat : Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2007.

- Monsieur Guillaume LIVET

Immeuble Le Palatin, 3, cours du triangle, 92939 Paris la Défense Cedex

Commissaire aux Comptes suppléant du cabinet KPMG S.A.,
nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2002.

Echéance du mandat : Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2007.

II. EVOLUTIONS RECENTES

1. Chiffres d'affaires trimestriels et éléments financiers semestriels

- Le 3 mai 2006, le groupe Capgemini (« le Groupe ») a publié son chiffre d'affaires du premier trimestre 2006, chiffre d'affaires en progression de 9,8% à taux et périmètre constants par rapport au premier trimestre 2005 (voir communiqué de presse joint en section VIII).

- Le 27 juillet 2006, le Groupe a publié son chiffre d'affaires du second trimestre 2006, chiffre d'affaires en progression de 10,9% à taux et périmètre constants par rapport au second trimestre 2005 (voir communiqué de presse joint en section VIII).

- Le 7 septembre 2006, le Groupe a annoncé les résultats du premier semestre 2006, avec une marge opérationnelle en progression de 3 points et une croissance de 22% du résultat net part du groupe (voir communiqué de presse joint en section VIII).

- Le Groupe a publié de manière anticipée le 26 octobre 2006 son chiffre d'affaires du troisième trimestre 2006, chiffre d'affaires en progression de 13,5% à taux et périmètre constants par rapport au troisième trimestre 2005 (voir communiqué de presse joint en section VIII).

2. Acquisitions

Indigo

Dans le cadre de ses activités BPO (Infogérance des processus métiers), le Groupe a annoncé le 7 septembre 2006 une prise de participation majoritaire au sein de la structure Finance et comptabilité d'Unilever en Inde (voir communiqué de presse du 7 septembre 2006 joint en section VIII). L'opération s'est réalisée en octobre par le rachat à Hindustan Lever Limited (Groupe Unilever) de 51% des actions d'Unilever Shared Service limited (Indigo). Parallèlement, Capgemini et le groupe Unilever ont conclu un accord de sept ans qui prévoit la gestion complète des services BPO Finance & Administration pour les différentes sociétés du groupe Unilever actuellement clientes d'Indigo.

Kanbay

Le 26 octobre 2006, Capgemini et Kanbay International, Inc. (« Kanbay »), une société de prestations informatiques à vocation mondiale concentrée sur les services financiers, ont conclu un accord aux termes duquel Capgemini s'est engagé à acquérir, à travers sa filiale américaine, Capgemini North America, Inc., et sous certaines conditions (voir description de ces conditions ci-après), l'ensemble des actions composant le capital de Kanbay. Parallèlement, Capgemini North America, Inc. a conclu des contrats d'acquisition avec certains actionnaires significatifs de Kanbay, aux termes desquels lesdits actionnaires se sont engagés à vendre à Capgemini North America, Inc., un nombre d'actions représentant 14,7% du capital de Kanbay. Cette opération a été approuvée par les conseils d'administration de Cap Gemini S.A. et de Kanbay (en date du 18 octobre 2006 pour Cap Gemini S.A. et du 25 octobre 2006 pour Kanbay).

Motifs de l'opération

Créée en 1989 et cotée sur le Nasdaq depuis 2004, Kanbay fournit un ensemble de services intégrés de conseil en management, intégration et développement de systèmes et infogérance, grâce à une plate-forme de service globale unique spécialisée dans les services financiers et les biens de grande consommation, ainsi que les télécommunications, les médias, la santé et les loisirs. La société a réalisé en 2005, un chiffre d'affaires de 230,5 millions de dollars américains et un résultat opérationnel de 41,3 millions de dollars américains. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2006, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel s'élèvent respectivement à 294,4 millions de dollars américains et 33,4 millions de dollars américains.

A la date de l'annonce, Kanbay employait environ 6 900 collaborateurs dans le monde, dont 5 000 en Inde et 1 600 en Amérique du Nord. Kanbay a son siège social à Chicago avec des bureaux en Amérique du Nord, en Inde, ainsi qu'à Londres, Singapour, Hong Kong, Tokyo et Melbourne.

Kanbay dispose de la certification CMMI Level 5 (la certification CMMI est un modèle universel de qualité qui décrit les processus optimaux de développement et de maintenance logiciel). Une description détaillée de Kanbay et de ses activités peut être obtenue dans le rapport annuel (10-K) de Kanbay pour l'exercice 2005 et sur le site web de la SEC (www.sec.gov) ou dans la section « Investors » du site web de Kanbay (www.kanbay.com).

L'acquisition de Kanbay s'inscrit dans le programme d'expansion de Capgemini appelé « I³ », articulé autour des trois objectifs suivants : industrialisation, intimité avec les clients et innovation. En raison de la forte complémentarité entre Capgemini et Kanbay, tant en termes de services qu'en termes d'implantations géographiques, le rapprochement entre les deux groupes aboutirait à :

- un accroissement significatif des effectifs de Capgemini en Inde : +89% sur la base des chiffres au 30 septembre 2006. L'entité combinée compterait 12 000 employés en Inde, qui deviendrait ainsi le deuxième pays de Capgemini en nombre d'employés ;
- un renforcement de la présence de Capgemini en Amérique du Nord et la confirmation des ambitions du Groupe sur ce marché ; et
- un positionnement de Capgemini en tant qu'acteur de premier plan dans le secteur des services financiers – qui représente près du quart du marché global des services informatiques – et une extension de son expertise dans le secteur des biens de consommation, des biens d'équipement, des télécommunications, des médias, des sciences de la vie, du tourisme et des loisirs.

Le rapprochement de Kanbay et de Capgemini vise à constituer au sein du Groupe Capgemini une activité de conseil et d'intégration de systèmes dédiée aux clients du secteur financier de part le monde et s'appuyant sur une forte présence offshore.

Aspects financiers de l'opération

Capgemini s'est engagé à payer en numéraire un prix de 29 dollars américains par action (incluant les stocks options, les bons de souscription et les actions privilégiées de Kanbay), valorisant ainsi Kanbay à 1,25 milliard de dollars américains. Le prix par action payable par Capgemini représente une prime de 15,9 % par rapport au cours de clôture de Kanbay du 25 octobre 2006, soit le jour précédant l'annonce de l'acquisition et de 28,3 % par rapport à la moyenne des cours de clôture des trente jours de bourse précédent cette date.

Capgemini a indiqué que cette acquisition serait financée au moyen de sa trésorerie nette prévue à fin 2006.

Aspects juridiques de l'opération

Les termes de l'acquisition de Kanbay par Capgemini ont été convenus dans le cadre d'un contrat (« Agreement and plan of merger ») soumis au droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique) et conclu le 26 octobre 2006. L'acquisition est structurée sous la forme d'une opération de fusion en numéraire (« cash merger ») au sens du droit de l'Etat du Delaware, aux termes de laquelle Capgemini Financial Services, Inc. (filiale à 100% de Capgemini North America, Inc., elle-même filiale à 100% de Cap Gemini S.A.) sera absorbée par Kanbay qui demeurera l'entité survivante. A la suite de cette fusion, la totalité du capital et des droits de vote de Kanbay sera détenue par Capgemini North America, Inc. et les actionnaires de Kanbay recevront le montant en numéraire visé ci-dessus en contrepartie de leurs actions.

Parallèlement à la signature du « Agreement and plan of merger », certains actionnaires significatifs de Kanbay se sont engagés à vendre à Capgemini North America, Inc. un nombre d'actions représentant 14,7% du capital et des droits de vote de Kanbay, au prix de 29 dollars américains par action.

Réalisation de l'opération

L'autorisation des autorités de la concurrence américaines ayant été obtenue le 14 novembre 2006, l'acquisition par Capgemini North America, Inc. de 14,7% du capital et des droits de vote de Kanbay a été annoncée le 29 novembre 2006 (voir communiqué de presse du 29 novembre 2006 joint en section VIII).

Le 4 décembre 2006, la Société a annoncé par voie de communiqué de presse que, dans le cadre de l'acquisition de la société Kanbay, une action a été introduite devant les tribunaux américains (*Circuit Court of Cook County, Illinois*) alléguant que Kanbay et certains de ses administrateurs ont manqué à leur obligation d'agir dans l'intérêt des actionnaires de la société (*fiduciary duties*) lors de la négociation de l'acquisition. L'assignation prétend que le prix négocié est insuffisant, que les administrateurs concernés ont obtenu des avantages dont ne bénéficient pas les actionnaires de Kanbay et que certaines informations importantes ont été omises dans le document d'information préliminaire (*proxy statement*) déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission* (SEC). L'assignation prétend également que Capgemini Financial Services a contribué au prétendu non-respect de l'obligation des administrateurs d'agir dans l'intérêt des actionnaires de Kanbay et l'a encouragé. Les demandeurs réclament une compensation financière et une injonction en vue d'empêcher la réalisation de l'acquisition. Capgemini Financial Services et les autres défendeurs considèrent que l'action est sans fondement et contestent ces allégations.

Cette action ne remet pas en cause le calendrier annoncé de réalisation de l'acquisition en début d'année 2007, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires de Kanbay et d'autres conditions usuelles pour ce type d'opérations (voir communiqué de presse joint en section VIII).

3. Trésorerie nette et instruments financiers

Les éléments constitutifs de la trésorerie nette du Groupe sont ceux décrits dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 du document de référence 2005 et dans les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2006 joints à la présente actualisation.

Les évolutions depuis le 30 juin 2006 sont les suivantes :

- Au 30 septembre 2006, la trésorerie nette consolidée ressort à environ 790 millions d'euros.

La société estime qu'elle disposera, en trésorerie nette disponible à la fin de l'année 2006, d'un montant suffisant pour financer l'acquisition de Kanbay, comme annoncé le 26 octobre 2006.

- Cap Gemini S.A. dispose d'une ligne de crédit multidevises de 500 millions d'euros signée le 14 novembre 2005, laquelle n'a jamais fait l'objet de tirages. A la demande de la société, le syndicat des banques a accepté, en date du 27 octobre 2006, de proroger d'un an la maturité de cette ligne, soit jusqu'au 14 novembre 2011 (contre le 14 novembre 2010 précédemment). Il est précisé que sur la dernière période de constatation, soit sur la base des 12 mois écoulés à la date du 30 juin 2006, la société respectait les ratios financiers au titre de cette ligne de crédit.

- Le 15 septembre 2006, le Groupe a procédé au réaménagement des contrats d'échange de taux d'intérêts relatif à l'OCEANE 2003 signé le 28 octobre 2004. Aux termes des nouveaux contrats d'échange, qui courent jusqu'au 1^{er} janvier 2010, la société est payeur d'un taux variable égal à l'Euribor 3 mois postfixé (contre Euribor 12 mois - 0,59% précédemment) et reçoit le taux fixe de l'OCEANE (2,5%). Par ailleurs, le taux variable est désormais plafonné à 3,06% (contre 3,41% précédemment) et soumis à un taux plancher de 1,41% (inchangé). Enfin, les nouveaux contrats d'échange contiennent, comme précédemment, une clause de désactivation automatique (à coût nul) en cas d'exercice par la société du droit dont elle dispose de procéder, dans certaines conditions, à l'amortissement anticipé des obligations (voir § IIA de la note 18 « Trésorerie nette » des états financiers consolidés au 31 décembre 2005 inclus dans le document de référence 2005).

- Le 3 novembre 2006, la société Cap Gemini S.A. a procédé à la couverture sous forme d'achat d'option de change (plus précisément d'options de vente d'euros et d'achat de dollars américains) d'une partie de son exposition au risque de change relatif à l'acquisition de la société Kanbay annoncée le 26 octobre 2006. Les options achetées, de maturités allant de deux à quatre mois, portent sur un nominal de 820 millions de dollars américains, représentant 2/3 de son exposition de change totale.

4. Divers

- Le 6 juillet 2006, Cap Gemini S.A. a émis un avis (qui a fait l'objet d'un rappel en date du 18 juillet 2006) aux titulaires de bons d'attribution d'actions nouvelles Cap Gemini S.A. émis dans le cadre de la seconde branche de l'Offre Publique Alternative d'Echange déposée par la société Cap Gemini le 20 octobre 2003 et visant les actions de la société Transiciel (voir communiqués de presse joints en section VIII).

III. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL SOCIAL

1. Conseil d'Administration

Le 11 mai 2006, l'Assemblée Générale de Cap Gemini S.A. a renouvelé le mandat de neuf administrateurs et de deux censeurs. Le même jour, le Conseil d'Administration a reconduit Serge Kampf et Paul Hermelin dans leurs fonctions de Président et de Directeur Général (voir communiqué de presse joint en section VIII).

2. Evolution du capital social entre le 1er janvier 2006 et le 31 Octobre 2006

Depuis le 31 décembre 2005, le capital a été porté de 1.052.655.824 euros à 1.056.774.480 euros par la création de 202 705 actions suite à la levée d'options de souscription d'actions et par l'émission de 312 127 actions suite à l'exercice des bons d'attribution d'actions émis lors de l'OPE sur Transiciel lancée par Cap Gemini S.A. en octobre 2003. Le nombre d'actions s'élève en conséquence à 132.096.810.

Dans le cadre de l'autorisation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 12 mai 2005 relative au 6^{ème} plan d'options de souscription d'actions, le Conseil d'Administration a consenti le 1 octobre 2006, à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, 2 060 000 options de souscription d'actions au prix d'exercice de 43 euros.

3. Répartition du Capital au 31 octobre 2006

Au 31 octobre 2006, la répartition du capital est la suivante :

| | Nombre d'actions | % du capital | % des droits de vote |
|-------------------------------|------------------|--------------|----------------------|
| Serge Kampf | 6 021 641 | 4,6 | 4,6 |
| Paul Hermelin | 140 048 | 0,1 | 0,1 |
| Public ⁽¹⁾ | 125 777 298 | 95,2 | 95,3 |
| Auto-détention ⁽²⁾ | 157 823 | 0,1 | 0,0 |
| TOTAL | 132 096 810 | 100 | 100 |

⁽¹⁾ Y compris la part de capital détenue par les managers du Groupe, notamment ceux ayant exercé dans le passé des options de souscription d'actions et ayant conservé leurs actions depuis lors, ainsi que les actions des associés d'Ernst & Young Consulting ayant reçu des actions en mai 2000 et étant devenus salariés du Groupe suite à cette acquisition.

⁽²⁾ Au 31 octobre 2006, la Société détenait 157 823 de ses propres actions. Celles-ci comprenaient, d'une part, 104 000 actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité dont la mise en œuvre a été confiée à CA Cheuvreux à compter du 30 septembre 2005, et d'autre part, 53 823 actions restituées à la Société, conformément aux accords conclus entre Cap Gemini et Ernst & Young lors de l'apport de l'activité conseil d'Ernst & Young, par des personnes devenues salariées du Groupe et l'ayant quitté depuis. Ces actions sont conformément à la loi privées du droit de vote. La société ne détient aucun titre en autocontrôle.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'actionnaires détenant directement, indirectement ou de concert 5% du capital ou des droits de vote, à l'exception de Goldman Sachs Asset Management LP (5,01% déclaré le 8 septembre 2006 lors du franchissement à la hausse) et de Barclays Plc (5,10% déclaré le 12 septembre 2006 lors du franchissement à la hausse).

4. Franchissements de seuils légaux entre le 1er janvier 2006 et le 1 décembre 2006

La Société Générale a déclaré à la Société avoir franchi directement et indirectement à la hausse, le 12 mai 2006, les seuils de 5% du capital et des droits de vote, puis avoir franchi à la baisse le 26 mai 2006 ces mêmes seuils de 5%.

La société Goldman Sachs Asset Management LP agissant pour le compte de clients sous gestion a déclaré à la Société avoir franchi à la hausse, le 8 septembre 2006, les seuils de 5% du capital et des droits de vote.

La société Barclays Plc agissant pour le compte de ses filiales a déclaré à la Société avoir franchi indirectement à la hausse, le 12 septembre 2006, les seuils de 5% du capital et des droits de vote.

IV. BAUX ET PARTIES LIEES

Aucun lien n'existe entre les bailleurs de locaux et le groupe et ses dirigeants pour les locaux pris en location par les différentes sociétés du groupe Capgemini.

Il est cependant précisé que :

- La SCI du Château de Behoust détenue à 99% par Cap Gemini S.A. et 1% par Capgemini Service S.A.S. loue l'immeuble dont elle est propriétaire à Grenoble (Le Forum) à Cap Gemini S.A. et Cap Gemini Service S.A.S.

- La SCI Paris Etoile détenue à 99,99% par Cap Gemini S.A. et 0,01% par Capgemini Service S.A.S. loue l'immeuble dont elle est propriétaire à Paris, sise à Place de l'Etoile – 11, rue de Tilsitt - 75017 Paris à Cap Gemini S.A. et Capgemini Service S.A.S.

V. RAPPORT SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2006

1. Rapport d'activité semestriel

2. Comptes semestriels consolidés résumés 2006

1 - RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

L'activité du premier semestre 2006

La croissance modérée de la demande de prestations de conseil et de services informatiques observée au cours de l'exercice précédent s'est prolongée au premier semestre 2006. Désormais perceptible dans la plupart des régions où le Groupe exerce son activité, cette évolution est particulièrement marquée dans les activités plus cycliques comme le conseil ou l'intégration de systèmes.

Dans ce contexte favorable, la croissance de Capgemini a été supérieure à celle du marché en raison d'une forte présence dans les activités cycliques, mais aussi d'un certain nombre de réussites dans l'infogérance, notamment au Royaume-Uni. Le chiffre d'affaires est en progression de 9,0% par rapport à celui du premier semestre 2005, soit 10,4% à taux et périmètre constants.

Les prises de commandes du semestre s'élèvent à 4 695 millions d'euros en augmentation significative (51%) par rapport à celles de la même période de 2005 (3 112 millions d'euros). Cette progression, particulièrement marquée en infogérance grâce à la signature de deux contrats majeurs, General Motors et l'extension du contrat HMRC (Her Majesty Revenue and Customs), atteint néanmoins 11% pour les autres activités du Groupe.

La marge opérationnelle¹ s'élève à 181 millions d'euros soit un taux de 4,8% du chiffre d'affaires, en progression de trois points par rapport au premier semestre 2005.

Le résultat opérationnel² est de 139 millions, en progression de 16 millions d'euros par rapport à celui du premier semestre 2005 qui avait notamment bénéficié des plus-values de cession de l'activité santé en Amérique du Nord.

Le résultat net du semestre est positif de 71 millions d'euros après une charge financière nette de 20 millions d'euros et un total d'impôt de 48 millions d'euros.

L'effectif au 30 juin 2006 s'établit à 63 680 personnes contre 61 036 au premier janvier.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

| | % du chiffre d'affaires total | Croissance* par rapport à S1 2005 | Taux de Marge Opérationnelle | |
|-------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---------|
| | | | S1 2005 | S1 2006 |
| Royaume-Uni et Irlande | 27% | 22,2% | 3,2% | 5,9% |
| France | 24% | 9,6% | 3,5% | 0,7% |
| Amérique du Nord | 17% | -0,1% | -6,6% | 4,3% |
| Benelux | 14% | 9,8% | 8,8% | 12,6% |
| Allemagne et Europe Centrale | 6% | 11,6% | 5,9% | 9,3% |
| Pays Nordiques | 6% | 2,0% | 5,5% | 6,4% |
| Europe du Sud | 5% | 6,9% | 1,9% | 2,2% |
| Asie Pacifique | 1% | 6,8% | 0,9% | 6,1% |

*à taux de change et périmètre constants.

La région Royaume-Uni et Irlande conforte sa position de première région du Groupe par la taille et affiche une croissance de 22,2% à taux et périmètre constants (+20,3% à taux et périmètre courants en raison de la cession d'une partie de la participation détenue dans la société Working Links fin 2005). Cette croissance est le fruit de la réussite du contrat HMRC, de la mise en œuvre de son extension dès le deuxième trimestre, ainsi que d'importants travaux de développement applicatif pour ce client.

La France enregistre une progression de 9,6% de son chiffre d'affaires grâce à une activité soutenue tant dans les métiers de conseil, d'intégration et de services de proximité que dans celui de l'infogérance où la montée en puissance du contrat Schneider fait plus que compenser l'arrêt de certains contrats. Il est à noter que la complexité plus élevée qu'initialement prévue des projets liés au contrat Schneider ayant entraîné des retards dans leur réalisation, le chiffre d'affaires reconnu sur le semestre est moins élevé qu'envisagé à l'origine.

L'Amérique du Nord a connu une activité quasi étale (-0,1% à taux et périmètre constants, -3,6% à taux et périmètre courants) pénalisée par l'arrêt d'un certain nombre de contrats d'infogérance courant 2005, mais en revanche soutenue par la forte augmentation du chiffre d'affaires (+8,3%) de conseil et d'intégration de systèmes, confirmant ainsi les premiers signes positifs enregistrés fin 2005 à la suite du plan Booster. Cette reprise est confortée par des commandes en hausse de 23,1% au deuxième trimestre.

Le chiffre d'affaires du Benelux est en hausse de 9,8% sous l'impulsion de la Hollande où la croissance est très significative dans les métiers de conseil, d'intégration et de services de proximité.

¹ La marge opérationnelle, principal indicateur de performance du Groupe, est représentée par la différence entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation, celles-ci étant égales au total du coût des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), des frais commerciaux et des frais généraux et administratifs.

² Le résultat opérationnel est obtenu en déduisant de la marge opérationnelle les autres produits et charges opérationnels comprenant la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des options de souscription d'actions accordées au personnel, ainsi que les charges et produits non récurrents dont les coûts de restructuration et les plus ou moins-values de cession d'actifs.

La région Allemagne et Europe Centrale a cru de 11,6% à taux et périmètre constants (12,5% à taux et périmètre courants) grâce à des activités de conseil et d'intégration de systèmes particulièrement dynamiques qui compensent largement la décroissance des activités d'infogérance.

La région nordique affiche une croissance de 2,0% à taux et périmètre constants (+1,4% à taux et périmètre courants) reflétant à la fois une activité bien orientée en Finlande, au Danemark et chez Sogeti, et plus difficile en Norvège ou en Suède en conseil et intégration de systèmes.

De même, la croissance en Europe du Sud est le résultat d'une forte croissance en Espagne et au Portugal et d'une activité toujours difficile en Italie.

Dans la région Asie Pacifique, le principe adopté par le Groupe de reconnaître le chiffre d'affaires dans le pays donneur d'ordre a pour effet de minimiser la croissance apparente de cette région dont les ressources situées en Inde et en Chine interviennent pour la réalisation d'un grand nombre de projets. On notera en particulier l'effectif indien qui s'établit à 4 670 personnes soit une hausse de 80% par rapport au 30 juin 2005.

Le taux de marge opérationnelle progresse dans la plupart des régions, notamment en Amérique du Nord où d'une période sur l'autre améliore la rentabilité croît de plus de 10 points sous l'effet conjugué du redressement de la rentabilité des activités d'infogérance qui souffraient encore en 2005 du démarrage du contrat TXU, mais plus encore du retour à une marge raisonnable des activités de conseil et d'intégration de systèmes qui il y a un an enregistraient encore des pertes significatives.

Au Benelux, et particulièrement en Hollande, la forte croissance des activités de conseil, d'intégration et de services de proximité s'est accompagnée d'une amélioration significative de leur rentabilité.

En France, en revanche, le maintien d'un niveau de rentabilité satisfaisant sur les métiers de conseil et d'intégration n'a pas suffi à compenser la dégradation de celui des activités d'infogérance, et plus particulièrement l'impact des retards constatés dans le contrat Schneider.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR METIER

| | % du chiffre d'affaires total | Croissance* par rapport à S1 2005 | Taux de Marge Opérationnelle | |
|------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---------|
| | | | S1 2005 | S1 2006 |
| Conseil | 12,2% | 4,4% | 1,8% | 8,9% |
| Intégration | 33,5% | 11,3% | 3,7% | 6,4% |
| Services de Proximité | 16,1% | 10,6% | 8,0% | 8,4% |
| Infogérance | 38,2% | 11,6% | -1,2% | 2,0% |

*à taux de change et périmètre constants.

Les métiers de Conseil, d'Intégration et de Services de Proximité enregistrent une croissance de 9,7% et une marge opérationnelle de 7,4%, en progression de 3,1 points.

Le chiffre d'affaires de l' Infogérance augmente de 11,6%, sous l'impulsion des grands contrats signés ces dernières années. Lancé en septembre 2005 pour accélérer la croissance et la rentabilité de l' Infogérance, le plan MAP (Margin Acceleration Plan) porte ses premiers fruits : la marge opérationnelle atteint 2,0%, ce qui marque une progression de 3,2 points par rapport à l'an dernier, en dépit de l'impact de retards dans la réalisation du contrat Schneider.

Analyse des comptes consolidés

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2006 s'élève à 3 784 millions d'euros contre 3 472 millions d'euros au premier semestre 2005, soit une croissance de 9,0% à taux et périmètre courants et 10,4% à taux et périmètre constants.

La marge opérationnelle du premier semestre 2006 atteint 181 millions d'euros contre un profit de 62 millions d'euros au premier semestre 2005, soit un taux de marge de 4,8% contre 1,8% au premier semestre 2005.

Cette amélioration de 3 points du taux de marge opérationnelle s'explique pour partie par la moindre croissance du coût des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), mais surtout par les coûts administratifs et commerciaux qui enregistrent une baisse apparemment modeste, mais remarquable quand on la rapproche de la croissance du chiffre d'affaires.

Les autres produits et charges opérationnels constituent une charge de 42 millions d'euros au premier semestre 2006 contre un profit de 61 millions d'euros au premier semestre 2005. Cette variation s'explique principalement par les plus values de cession réalisées au premier semestre 2005. Le Groupe avait réalisé 138 millions d'euros de plus- values lors des cessions de son activité santé en Amérique du Nord au groupe Accenture (123 millions d'euros), de sa participation de 25,22% dans la société IS Energy en Allemagne (15 millions d'euros).

Les autres produits et charges opérationnels comprennent notamment des coûts de restructuration de 33 millions d'euros (soit 44 millions d'euros de moins qu'au premier semestre 2005) dont 30 millions d'euros liés aux réductions d'effectifs dans le cadre du plan « MAP » destiné à rationaliser l'organisation des activités d'infogérance. Au premier semestre 2006, ces coûts concernent l'ensemble des implantations européennes du Groupe.

Enfin, ils comprennent 8 millions d'euros de charges liées aux attributions d'actions et aux options de souscription d'actions.

Le résultat opérationnel s'inscrit donc à 139 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 123 millions d'euros au premier semestre 2005.

Le résultat financier s'établit à -20 millions d'euros au premier semestre 2006 contre -9 millions d'euros au premier semestre 2005. Cette détérioration résulte essentiellement :

- des charges d'intérêt relatives à l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes émis le 16 juin 2005 (OCEANE 2005) qui s'élèvent à 9 millions d'euros, contre une charge non significative au premier semestre 2005,
- de la charge financière de 6 millions d'euros liée à l'évolution de l'évaluation à sa valeur de marché du contrat d'échange de taux d'intérêt relatif à l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes émis le 24 juin 2003 (OCEANE 2003), contre un produit financier de 7 millions d'euros au premier semestre 2005,
- partiellement compensée par l'augmentation de 14 millions d'euros des produits de trésorerie principalement liée au réinvestissement des fonds provenant de l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes émis le 16 juin 2005 (OCEANE 2005) ainsi qu'à l'augmentation des taux d'intérêt en particulier en Europe.

La charge d'impôt qui s'élève à 48 millions d'euros au premier semestre 2006 recouvre :

- une charge d'impôt différé pour 26 millions d'euros, comprenant notamment l'utilisation d'impôts différés actifs reconnus antérieurement sur les déficits fiscaux du groupe fiscal français pour 21 millions d'euros.
- une charge d'impôt courant pour 22 millions d'euros, composée essentiellement des impôts sur résultats bénéficiaires pour un total de 17 millions d'euros, notamment au Canada et aux Pays-Bas, et d'impôts forfaitaires pour 5 millions d'euros, principalement aux Etats-Unis et en Italie.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 71 millions d'euros au premier semestre 2006 (contre 58 millions d'euros au premier semestre 2005). Au 30 juin 2006, le résultat net dilué par action s'élève à 0,53 euro sur la base de 146 470 095 actions, contre 0,43 euro au 30 juin 2005 sur la base de 132 669 877 actions.

LE BILAN CONSOLIDE

La situation nette de l'ensemble consolidé s'établit à 2 916 millions d'euros, soit une augmentation de 166 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2005 qui résulte principalement :

- de la reconnaissance des gains actuariels nets d'impôts différés liés aux provisions pour retraites et engagements assimilés du premier semestre 2006 pour 166 millions d'euros (176 millions d'euros hors effets d'impôts différés et effets de change),
- de la prise en compte du résultat bénéficiaire de la période (71 millions d'euros),
- du versement de dividendes aux actionnaires pour 66 millions d'euros, soit 0,50 euro par action,
- de la variation négative des réserves de conversion pour 15 millions d'euros.

Les actifs non courants s'établissent à 3 253 millions d'euros au 30 juin 2006, soit une diminution de 100 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2005 qui résulte principalement des mouvements suivants :

- 32 millions d'euros de réduction des écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles principalement due aux variations du cours du dollar US et de la livre sterling entraînant une diminution sur la période de 27 millions d'euros ; la diminution de ce poste est également liée aux amortissements de la période pour 16 millions d'euros compensés partiellement par des acquisitions de logiciels pour 9 millions d'euros,
- 28 millions d'euros de réduction des immobilisations corporelles résultant principalement des amortissements de la période pour un montant de 63 millions d'euros, et compensés à hauteur de 44 millions d'euros par des acquisitions de matériels informatiques,
- 42 millions d'euros de diminution des actifs d'impôts différés résultant principalement de l'utilisation d'impôts différés actifs reconnus sur déficits fiscaux du groupe fiscal français (21 millions d'euros), de l'effet d'impôt relatif aux gains actuariels liés aux provisions pour retraites et engagements assimilés (8 millions d'euros) et des variations du cours des devises sur la période (plus particulièrement du dollar US).

Les provisions pour retraites et engagements assimilés s'élèvent à 552 millions d'euros contre 707 millions d'euros au 31 décembre 2005. Cette diminution résulte d'un gain actuariel net de 176 millions d'euros principalement lié à une augmentation d'environ 0,5 point du taux d'actualisation (sur une période d'environ 20 ans) des engagements au Royaume-Uni entraînant ainsi une diminution d'environ 10% de la dette actuarielle qui s'élevait au 31 décembre 2005 à 1 572 millions d'euros.

Les créances d'exploitation, principalement composées des comptes clients et comptes rattachés, s'élèvent à 2 438 millions d'euros au 30 juin 2006 contre 2 048 millions d'euros au 31 décembre 2005. Les créances clients nettes des avances et acomptes reçus s'élèvent à 1 463 millions d'euros au 30 juin 2006 contre 1 189 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Les dettes d'exploitation sont principalement composées des dettes fournisseurs et comptes rattachés, des dettes de personnel ainsi que des impôts et taxes, et s'élèvent à 2 739 millions d'euros au 30 juin 2006, contre 2 556 millions d'euros au 31 décembre 2005.

La trésorerie nette au 30 juin 2006 s'élève à 789 millions d'euros contre 904 millions d'euros au 31 décembre 2005. La variation de 115 millions d'euros s'explique essentiellement par :

- un flux de trésorerie d'exploitation positif de 17 millions d'euros, conséquence :

- d'une capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt de 248 millions d'euros,
- d'un besoin en fonds de roulement, après impôt versé, négatif de 231 millions d'euros, dû notamment au développement des grands contrats d'infogérance, principalement HMRC, TXU et Schneider.
- un flux de trésorerie d'investissement négatif de 33 millions d'euros lié essentiellement à des acquisitions d'immobilisations.
- le versement aux actionnaires d'un dividende pour un total de 66 millions d'euros.

Les comptes de la société mère Cap Gemini S.A.

Le total des produits d'exploitation et des produits financiers de Cap Gemini S.A. pour le premier semestre 2006 s'élève à 143 millions d'euros contre 364 millions d'euros pour le premier semestre 2005. Hors impact du paiement par la filiale hollandaise Capgemini NV d'un acompte sur dividende dans le cadre de la réorganisation des activités de Sogeti-Transiciel au Benelux au cours du premier semestre 2005, les produits d'exploitation et les produits financiers augmentent de 38% provenant d'une croissance des redevances liée à l'évolution du chiffre d'affaires et des revenus de placements en ligne avec l'évolution positive de la trésorerie .

Le résultat avant impôt du premier semestre 2006 est un bénéfice de 109 millions d'euros (à comparer à 426 millions d'euros pour le premier semestre 2005). Le résultat du premier semestre 2005 intégrait l'acompte sur dividende hollandais et une plus-value sur la réorganisation des opérations en Suède.

Perspectives pour le second semestre 2006

Les bons résultats enregistrés au premier semestre conduisent le Groupe à confirmer que pour l'ensemble de l'exercice 2006 la croissance du chiffre d'affaires sera très proche de 10% à taux et périmètres constants, et que la marge opérationnelle devrait être supérieure à 5,5 % (contre 3,2% l'an dernier).

2 - COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2006

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2006

Aux actionnaires de Cap Gemini S.A.

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Cap Gemini S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 7 septembre 2006

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Bernard Rasclé

**KPMG Audit
Département de KPMG S.A.**

Frédéric Quélin
Associé

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2005 ET 30 JUIN 2006

| en millions d'euros | Notes | 1 ^{er} semestre 2005 ⁽¹⁾ | | 1 ^{er} semestre 2006 | |
|--|-------|--|--------------|-------------------------------|--------------|
| | | Montant | % | Montant | % |
| Chiffre d'affaires | 4 | 3 472 | 100 | 3 784 | 100 |
| Coûts des services rendus | 5 | 2 705 | 77,9 | 2 915 | 77,0 |
| Frais commerciaux | 5 | 274 | 7,9 | 265 | 7,0 |
| Frais généraux et administratifs | 5 | 431 | 12,4 | 423 | 11,2 |
| Marge opérationnelle | | 62 | 1,8 | 181 | 4,8 |
| Autres produits et charges opérationnels | 6 | 61 | 1,7 | (42) | (1,1) |
| Résultat opérationnel | | 123 | 3,5 | 139 | 3,7 |
| Coût de l'endettement financier net | 7 | (11) | (0,3) | (9) | (0,2) |
| Autres produits et charges financiers | 8 | 2 | 0,1 | (11) | (0,3) |
| Résultat financier | | (9) | (0,2) | (20) | (0,5) |
| Charge d'impôt | 9 | (56) | (1,6) | (48) | (1,3) |
| Résultat net | | 58 | 1,7 | 71 | 1,9 |
| dont : | | | | | |
| Part du Groupe | | 58 | 1,7 | 71 | 1,9 |
| Part des minoritaires | | - | - | - | - |

(1) Certains reclassements ont été effectués au sein du « Résultat financier » par rapport aux montants initialement publiés dans les rapports intermédiaire et annuel 2005, aux fins d'une présentation plus appropriée des comptes.

| | Note | 1 ^{er} semestre 2005 | 1 ^{er} semestre 2006 |
|--|------|-------------------------------|-------------------------------|
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires | | 131 377 935 | 131 568 116 |
| Résultat de base par action (en euros) | 10 | 0,44 | 0,54 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) | | 132 669 877 | 146 470 095 |
| Résultat dilué par action (en euros) | 10 | 0,43 | 0,53 |

BILANS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2005 ET AU 30 JUIN 2006

| ACTIF | | 31 décembre 2005 ⁽¹⁾ | 30 juin 2006 |
|--------------------------------------|--------------|--|---------------------|
| en millions d'euros | Notes | | |
| Ecarts d'acquisition | 11 | 1 809 | 1 787 |
| Autres immobilisations incorporelles | 11 | 142 | 132 |
| Immobilisations corporelles | 11 | 399 | 371 |
| Total des immobilisations | | 2 350 | 2 290 |
| Impôts différés | | 828 | 786 |
| Créances non courantes | | 175 | 177 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | | 3 353 | 3 253 |
| Créances opérationnelles | 12 | 1 868 | 2 253 |
| Créances diverses | | 180 | 185 |
| Placements à court terme | 13-14 | 1 805 | 1 726 |
| Banques | 13 | 416 | 299 |
| TOTAL ACTIF COURANT | | 4 269 | 4 463 |
| TOTAL ACTIF | | 7 622 | 7 716 |

| PASSIF | | 31 décembre 2005 ⁽¹⁾ | 30 juin 2006 |
|--|--------------|--|---------------------|
| en millions d'euros | Notes | | |
| Capital social | | 1 053 | 1 054 |
| Primes d'émission et d'apport | | 2 229 | 2 233 |
| Réserves et report à nouveau | | (673) | (442) |
| Résultat | | 141 | 71 |
| CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE | | 2 750 | 2 916 |
| Intérêts minoritaires | | - | - |
| SITUATION NETTE DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE | | 2 750 | 2 916 |
| Dettes financières à long terme | 13-14 | 1 145 | 1 158 |
| Impôts différés | | 121 | 124 |
| Provisions pour retraites et engagements assimilés | 15 | 707 | 552 |
| Provisions non courantes | | 14 | 20 |
| Autres dettes non courantes | | 138 | 123 |
| TOTAL PASSIF NON COURANT | | 2 125 | 1 977 |
| Dettes financières à court terme et découverts bancaires | 13-14 | 171 | 70 |
| Dettes opérationnelles | | 2 490 | 2 679 |
| Provisions courantes | | 20 | 14 |
| Dette d'impôt sur le résultat et dettes diverses | | 66 | 60 |
| TOTAL PASSIF COURANT | | 2 747 | 2 823 |
| TOTAL PASSIF | | 7 622 | 7 716 |

(1) Le bilan au 31 décembre 2005 a été retraité dans le cadre de l'application de la norme IAS 19 révisée (Cf. Note 2 « Changement de méthode comptable »). Par ailleurs, les « Immobilisations financières » ont été reclassées en « Créances non courantes ».

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2005 ET 30 JUIN 2006

| en millions d'euros | Notes | 1 ^{er} semestre 2005 (1) | 1 ^{er} semestre 2006 |
|--|-------|--------------------------------------|----------------------------------|
| Résultat net consolidé | | 58 | 71 |
| Dépréciation des écarts d'acquisition | 11 | 6 | 1 |
| Dotations nettes aux amortissements et dépréciation des immobilisations | 11 | 91 | 79 |
| Dotations nettes aux provisions (hors actifs circulants) | 15 | 12 | 26 |
| Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur | 8 | (7) | 6 |
| Plus ou moins-values de cession | 6 | (138) | - |
| Charges liées aux attributions d'actions et de stocks options | 6 | 4 | 8 |
| Coût de l'endettement net | 7 | 11 | 9 |
| Charge nette d'impôt | 9 | 56 | 48 |
| Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A) | | 93 | 248 |
| Impôt versé (B) | | (10) | (16) |
| Variation liée aux créances clients et comptes rattachés (net) | | (53) | (415) |
| Variation liée aux dettes fournisseurs et comptes rattachés (net) | | 145 | 271 |
| Variation liée aux autres créances et dettes diverses (net) | | (85) | (71) |
| Variation du BFR lié à l'activité (C) | | 7 | (215) |
| FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE (D=A+B+C) | | 90 | 17 |
| Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | | (53) | (35) |
| Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | | 10 | 2 |
| | | (43) | (33) |
| Décaissements liés aux instruments dérivés | | (16) | - |
| Encaissements liés aux cessions d'activités et de sociétés consolidées | 6 | 164 | - |
| Encaissements nets liés aux cessions de sociétés non consolidées et aux autres opérations d'investissement | | 2 | - |
| | | 150 | - |
| Incidence des variations de périmètre | | (5) | - |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E) | | 102 | (33) |
| Augmentation de capital | | - | 4 |
| Dividendes versés | | - | (66) |
| Encaissements liés aux nouveaux emprunts | | 425 | 35 |
| Remboursements d'emprunts | | (142) | (60) |
| Coût de l'endettement net | 7 | (11) | (9) |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F) | | 272 | (96) |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (G=D+E+F) | | 464 | (112) |
| Incidence des variations des cours des devises (H) | | 13 | (11) |
| TRESORERIE D'OUVERTURE (I) | | 1 232 | 2 136 |
| TRESORERIE DE CLOTURE (G+H+I) | | 1 709 | 2 013 |

(1) Les effets de change inclus dans la « Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité » ont été reclassés sur la ligne « Incidence des variations des cours des devises ».

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2005 ET 30 JUIN 2006

| en millions d'euros | Nombre d'actions | Capital social | Primes d'émission et d'apport | Actions propres | Réserves et résultats consolidés | Réserves de conversion | Situation nette de l'ensemble consolidé (1) |
|--|--------------------|----------------|-------------------------------|-----------------|----------------------------------|------------------------|---|
| Au 1^{er} janvier 2005 | 131 383 178 | 1 051 | 2 226 | - | (511) | (10) | 2 756 |
| Augmentations de capital par levée d'options | 5 000 | - | - | - | - | - | - |
| Valorisation des options de souscription d'actions (2) | - | - | - | - | 4 | - | 4 |
| Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres | - | - | - | - | (23) | 21 | (2) |
| Résultat net | - | - | - | - | 58 | - | 58 |
| Au 30 juin 2005 | 131 388 178 | 1 051 | 2 226 | - | (472) | 11 | 2 816 |
| Au 1^{er} janvier 2006 | 131 581 978 | 1 053 | 2 229 | (18) | (530) | 16 | 2 750 |
| Augmentations de capital par levée d'options | 171 518 | 1 | 3 | - | - | - | 4 |
| Valorisation des options de souscription d'actions (2) | - | - | - | - | 6 | - | 6 |
| Dividendes versés au titre de l'exercice 2005 (3) | - | - | - | - | (66) | - | (66) |
| Elimination des actions propres et des plus-values sur actions propres | - | - | 1 | (1) | 2 | - | 2 |
| Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres | - | - | - | - | 164 | (15) | 149 |
| Résultat net | - | - | - | - | 71 | - | 71 |
| Au 30 juin 2006 | 131 753 496 | 1 054 | 2 233 | (19) | (353) | 1 | 2 916 |

- (1) Au 30 juin 2006, il n'existe pas d'intérêts minoritaires.
 (2) L'évaluation et la comptabilisation des options de souscription d'actions sont indiquées en Note 10 « Capitaux propres ».
 (3) Les dividendes versés aux actionnaires au titre de l'année 2005 s'élèvent à 66 millions d'euros, soit 0,50 euro par action.

ETATS DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISÉS POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2005 ET 30 JUIN 2006

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | 1 ^{er} semestre 2006 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Résultat net | 58 | 71 |
| Acquisition d'une option d'achat d'actions visant à neutraliser les effets dilutifs de l'OCEANE 2003 émise le 24 juin 2003 (1) | (16) | - |
| Emission d'un emprunt obligataire (OCEANE 2005 du 16 juin 2005) (2) | 40 | - |
| Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraites et engagements assimilés (3) | (28) | 174 |
| Impôts différés reconnus en capitaux propres (4) | (15) | (8) |
| Ecart de conversion | 21 | (15) |
| Autres | (4) | (2) |
| Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres | (2) | 149 |
| Total des produits et charges comptabilisés | 56 | 220 |

- (1) Simultanément à l'émission de l'OCEANE 2005, le Groupe a décidé de neutraliser intégralement la dilution potentielle liée à l'OCEANE 2003 émise le 24 juin 2003, d'un montant nominal de 460 millions d'euros et devant venir à maturité le 1er janvier 2010 par l'acquisition d'une option d'achat pour 16 millions d'euros (avant impôts), portant sur un nombre d'actions égal à la totalité des actions sous-jacentes de cette OCEANE 2003 (soit environ 9 millions d'actions).
 (2) Le 16 juin 2005, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un Emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE 2005), d'un montant nominal de 437 millions d'euros à échéance au 1er janvier 2012 (Cf. Note 18 « Trésorerie nette » du rapport annuel 2005).
 (3) Cf. Note 2 « Changement de méthode comptable » pour le premier semestre 2005 et Cf. Note 15 « Provisions pour retraites et engagements assimilés » pour le premier semestre 2006.
 (4) En 2005, l'impôt différé porte sur la composante capitaux propres de l'emprunt obligataire émis le 16 juin 2005 (Cf. (2) ci-dessus), et sur les gains et pertes actuariels reconnus en capitaux propres. En 2006, l'impôt différé porte sur les gains et pertes actuariels reconnus en capitaux propres au titre du premier semestre.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

Note 1 – Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés au 30 juin 2006 sont établis en conformité avec les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes comptables internationales IFRS. Ces normes comptables internationales sont constituées des IFRS (International Financial Reporting Standards), des IAS (International Accounting Standards), ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2006 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Informatique – organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France – sur les modalités d'application des normes IFRS.

Le rapport intermédiaire du premier semestre 2006 a été préparé conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ce jeu résumé d'états financiers semestriels au 30 juin 2006 comprend à titre comparatif le compte de résultat du premier semestre 2005 et le bilan au 31 décembre 2005. Ces états financiers du 1^{er} semestre 2006 doivent être lus conjointement avec le rapport annuel 2005.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes annuels au 31 décembre 2005, à l'exception du changement de méthode comptable intervenu sur le semestre et détaillé dans la Note 2 « Changement de méthode comptable ».

Il convient de noter que certains postes ont fait l'objet de reclassements par rapport aux montants initialement publiés dans les rapports intermédiaire et annuel 2005, aux fins d'une information plus appropriée.

Certaines normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) ainsi que par l'Union Européenne au 30 juin 2006 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Cela concerne essentiellement :

- IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir »,
- Amendement de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » portant sur les informations à fournir.

Les comptes consolidés au 30 juin 2006 ainsi que les notes afférentes ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 6 septembre 2006.

Note 2 – Changement de méthode comptable

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 19 révisée, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, le Groupe a opté pour la reconnaissance en capitaux propres de l'intégralité des gains et pertes actuariels déterminés dans le cadre de l'évaluation des régimes de retraite à prestations définies, au cours de la période dans laquelle ils surviennent, plutôt que pour la méthode dite du corridor qui consiste en l'étalement de l'écart actuariel sur la durée résiduelle moyenne de vie active des bénéficiaires, pour la part excédant le plus grand de 10% de la valeur actuelle de l'obligation ou de 10% de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.

Le changement de méthode comptable a été appliqué rétrospectivement conformément aux dispositions transitoires de la norme IAS 19 révisée, tel que détaillé ci après :

- Au compte de résultat, ce changement de méthode est sans incidence sur les résultats 2005 et antérieurs dans la mesure où ces écarts actuariels étaient dans les limites fixées par la méthode dite du corridor.
- Au bilan, ce changement de méthode a conduit à reconnaître en provisions pour retraites et engagements assimilés, en contrepartie des capitaux propres, l'intégralité des gains et pertes actuariels jusque là non reconnus du fait de l'application de la méthode dite du corridor ainsi que les effets d'impôts différés correspondants.

Les impacts rétrospectifs de ce changement de méthode sont détaillés ci-après :

| BILAN (en millions d'euros) | 1^{er} janvier 2005 | 30 juin 2005 | 31 décembre 2005 |
|--|------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Augmentation cumulée de la provision pour retraites et engagements assimilés | 35 | 65 | 259 |
| Augmentation cumulée des impôts différés actifs | 3 | 2 | 17 |
| Effet cumulé sur les capitaux propres | (32) | (63) | (242) |

Ainsi, au 31 décembre 2005, les gains et pertes actuariels comptabilisés rétrospectivement correspondent à une perte actuarielle nette de 259 millions d'euros soit 244 millions d'euros portant sur les régimes de retraites à prestations définies couverts par des actifs et 15 millions d'euros portant sur les régimes non couverts par des actifs (Cf. Note 20 « Provision pour retraites et engagements assimilés » du rapport annuel 2005).

Pour le premier semestre 2006, l'application de la nouvelle méthode a conduit à reconnaître en capitaux propres un gain actuariel net (hors impôts différés) de 174 millions d'euros ainsi qu'un écart de conversion de 2 millions d'euros en contrepartie d'une diminution de 176 millions d'euros des provisions pour retraites et engagements assimilés (Cf. Note 15 «Provisions pour retraites et engagements assimilés » ainsi que l' «Etat de produits et des charges comptabilisés pour le premier semestre 2006 »).

Note 3 – Evolution du périmètre

A) 2005

Les principaux mouvements de périmètre survenus en 2005 sont les suivants :

- Le Groupe a cédé, en janvier 2005, sa participation de 25,22 % dans la société IS Energy, en Allemagne, pour un montant de 21 millions d'euros, à la suite de l'exercice, à fin 2004, par la société E.ON de l'option d'achat qu'elle détenait sur ces titres.
- Le 16 juin 2005, le Groupe a vendu son activité santé en Amérique du Nord au groupe Accenture pour un montant de 143 millions d'euros.
- Le 12 août 2005, le Groupe a signé une alliance avec le groupe japonais NTT Data Corporation, cédant 95% de sa participation dans la société Capgemini Japan K.K., pour un montant de 30 millions d'euros.
- Le 22 décembre 2005, le Groupe a échangé en actions préférentielles la moitié des actions ordinaires qu'il détenait dans la société Working Links (Employment) Limited, au Royaume-Uni, soit 16,5%.

B) PREMIER SEMESTRE 2006

Aucun mouvement de périmètre n'est survenu au cours du premier semestre 2006.

Note 4 – Chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | | 1 ^{er} semestre 2006 | |
|------------------------------|-------------------------------|------------|-------------------------------|------------|
| | Montant | % | Montant | % |
| Amérique du Nord | 685 | 20 | 660 | 17 |
| Royaume-Uni et Irlande | 864 | 25 | 1 040 | 27 |
| Pays Nordiques | 215 | 6 | 218 | 6 |
| Benelux | 468 | 13 | 514 | 14 |
| Allemagne et Europe Centrale | 216 | 6 | 243 | 6 |
| France | 826 | 24 | 906 | 24 |
| Europe du Sud | 160 | 5 | 171 | 5 |
| Asie Pacifique | 38 | 1 | 32 | 1 |
| Total | 3 472 | 100 | 3 784 | 100 |

La croissance du chiffre d'affaires du premier semestre 2006 par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2005 est de 9,0% et de 10,4% à taux et périmètre constants.

Note 5 – Charges opérationnelles par nature

L'analyse des charges par nature est la suivante :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | 1 ^{er} semestre 2006 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Charges de personnel | 2 147 | 2 223 |
| Frais de déplacements | 160 | 167 |
| | 2 307 | 2 390 |
| Achats et frais de sous-traitance | 883 | 987 |
| Loyers et taxes locales | 124 | 135 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 96 | 91 |
| Total | 3 410 | 3 603 |

Note 6 – Autres produits et charges opérationnels

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | 1 ^{er} semestre 2006 |
|---|----------------------------------|----------------------------------|
| Coûts de restructuration | (77) | (33) |
| Dépréciation des écarts d'acquisition | (1) | (1) |
| Charges liées aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions | (4) | (8) |
| Plus values de cession de sociétés consolidées ou d'activité | 138 | - |
| Autres produits opérationnels | 5 | - |
| Total | 61 | (42) |

Au premier semestre 2005, les autres produits et charges opérationnels recouvrent principalement :

- **Des coûts de restructuration :**

- 26 millions d'euros de coûts directement liés aux réductions d'effectifs, principalement en Amérique du Nord et en Europe,
- 51 millions d'euros d'autres charges de restructuration, entièrement liées aux mesures de rationalisation du parc immobilier en Amérique du Nord.

- **Des plus-values sur cession de titres et d'activités :**

- le Groupe a cédé, en janvier 2005, sa participation de 25,22% dans la société IS Energy, en Allemagne, pour un montant de 21 millions d'euros à la suite de l'exercice, à fin 2004, par la société E.ON, de l'option d'achat qu'elle détenait sur ces titres, dégagant une plus-value de 15 millions d'euros,
- le 16 juin 2005, le Groupe a vendu son activité santé en Amérique du Nord au groupe Accenture pour une valeur de 143 millions d'euros, dégagant une plus-value de 123 millions d'euros.

Au premier semestre 2006, les autres produits et charges opérationnelles recouvrent pour l'essentiel des coûts de restructuration :

- 30 millions d'euros de coûts directement liés aux réductions d'effectifs dans le cadre du plan « MAP » destiné à rationaliser l'organisation des activités d'infogérance du Groupe. Au premier semestre, ces coûts concernent l'ensemble des implantations européennes du Groupe.
- 3 millions d'euros d'autres charges de restructuration liées aux mesures de rationalisation du parc immobilier principalement au Royaume-Uni.

Note 7 – Coût de l'endettement financier

L'analyse du coût de l'endettement financier est la suivante :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 ⁽¹⁾ | 1 ^{er} semestre 2006 |
|---|---|----------------------------------|
| Coût de l'endettement financier brut | (22) | (34) |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 11 | 25 |
| Coût de l'endettement financier net | (11) | (9) |

(1) Certaines charges d'intérêts, présentées en « Autres produits et charges financiers » au premier semestre 2005, ont été reclassées en « Coût de l'endettement financier » pour un montant de 5 millions d'euros. Elles concernent principalement les charges d'intérêts liées à la désactualisation des dettes financières reconnues en contrepartie de la réintégration au bilan des créances de carry-back cédées en 2003 et 2004 ainsi que celles relatives à l'option de vente dont bénéficie le groupe TXU.

Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut se ventile comme suit :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | 1 ^{er} semestre 2006 |
|---|----------------------------------|----------------------------------|
| Charges d'intérêts des emprunts obligataires convertibles | (9) | (22) |
| Autres charges d'intérêts | (13) | (12) |
| Total | (22) | (34) |

L'évolution entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 du coût de l'endettement financier brut s'explique à hauteur de 9 millions d'euros par les charges d'intérêts relatives à l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes émis le 16 juin 2005 (OCEANE 2005).

Les autres charges d'intérêts sont composées pour l'essentiel des charges d'intérêts sur location financement, des charges d'intérêts notionnelles liées à l'option de vente dont bénéficie le groupe TXU et aux dettes financières reconnues en contrepartie de la réintégration au bilan des créances de carry-back cédées en 2003 et 2004.

Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

L'augmentation des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est principalement liée au réinvestissement des fonds provenant de l'OCEANE 2005 émise le 16 juin 2005 ainsi qu'à l'augmentation des taux d'intérêt en particulier en Europe.

Note 8 – Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 ⁽¹⁾ | 1 ^{er} semestre 2006 |
|---|---|----------------------------------|
| Réévaluation des instruments financiers à leur juste valeur | 8 | 2 |
| Plus value de cession de titres non consolidés | 2 | - |
| Gains de change et autres | 4 | 4 |
| Total autres produits financiers | 14 | 6 |
| Réévaluation des instruments financiers à leur juste valeur | - | (8) |
| Dépréciation de titres non consolidés | (3) | - |
| Charge d'intérêt nette sur régimes de retraite à prestations définies | (4) | (4) |
| Charges liées à la comptabilisation de passifs financiers selon la méthode du coût amorti | (2) | (2) |
| Pertes de change et autres | (3) | (3) |
| Total autres charges financières | (12) | (17) |
| Total autres produits et charges financiers | 2 | (11) |

(1) Certaines charges d'intérêts, présentées en « Autres produits et charges financiers » au premier semestre 2005, ont été reclassées en « Coût de l'endettement financier » pour un montant de 5 millions d'euros. Elles concernent principalement les charges d'intérêts liées à la désactualisation des dettes financières reconnues en contrepartie de la réintégration au bilan des créances de carry-back cédées en 2003 et 2004 ainsi que celles relatives à l'option de vente dont bénéficie le groupe TXU.

La variation des autres produits et charges financiers entre 2005 et 2006 résulte principalement de l'évolution de l'évaluation à sa valeur de marché du contrat d'échange de taux d'intérêt relatif à l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes émis le 24 juin 2003 (OCEANE 2003). Il en résulte un produit financier de 7 millions d'euros au premier semestre 2005 contre une charge financière de 6 millions d'euros au premier semestre 2006.

Note 9 – Impôts

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | 1 ^{er} semestre 2006 |
|---------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Impôts courants | (18) | (22) |
| Impôts différés | (38) | (26) |
| Total | (56) | (48) |

La charge d'impôts courants au 30 juin 2006 recouvre :

- des impôts sur résultats bénéficiaires pour un total de 17 millions d'euros notamment aux Pays-Bas et au Canada,
- des impôts forfaitaires pour 5 millions d'euros supportés essentiellement en Amérique du Nord et en Italie.

La charge d'impôts différés au 30 juin 2006 comprend essentiellement l'imputation de résultats fiscaux bénéficiaires sur déficits fiscaux reportables ayant donné lieu à reconnaissance d'un actif d'impôt au cours d'exercices antérieurs en France pour 21 millions d'euros.

Note 10 – Capitaux propres

A) PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ET PLANS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS

Les principales caractéristiques de ces plans et les bases de calcul sont récapitulées dans le tableau de la Note 9.A. « Plans d'options de souscription d'actions et plans d'attribution d'actions » du rapport annuel 2005.

Plans d'options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 24 mai 1996, le 23 mai 2000 et le 12 mai 2005 le Conseil d'Administration ou le Directoire, à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce, pendant un délai respectif de cinq ans pour les plans des 24 mai 1996 et 23 mai 2000 et de 38 mois pour le plan du 12 mai 2005, des options donnant droit à la souscription d'actions.

Aucun nouveau plan d'options de souscription d'actions n'a été mis en place sur le premier semestre 2006. Par ailleurs, aucune nouvelle attribution d'option n'a été consentie sur des plans existants, au cours du premier semestre 2006.

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur selon la méthode de « Black & Scholes », le montant global restant à amortir entre 2006 et 2010 au titre des cinq attributions rentrant dans le champ d'application de la norme IFRS 2 s'élève à 15,7 millions d'euros. Sur le premier semestre 2006, la charge reconnue en « Autres produits et charges opérationnels » s'élève à 6 millions d'euros.

Actions relatives aux accords signés lors de l'acquisition de l'activité conseil d'Ernst & Young

La charge du premier semestre 2006 calculée selon les règles de l'IFRS 2 s'élève à 2 millions d'euros et est comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels ».

B) RESULTAT PAR ACTION

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé selon les mêmes modalités qu'aux 30 juin 2005 et 31 décembre 2005.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action tient compte, au 30 juin 2006, des instruments financiers dilutifs suivants :

- les bons d'attribution d'actions liés à l'acquisition de la société Transiciel, remis aux anciens actionnaires de Transiciel ayant opté pour la seconde branche de l'offre, et donnant droit à une quotité d'actions nouvelles Capgemini, jouissance 1er janvier 2006, sous réserve de l'atteinte par le nouvel ensemble Sogeti-Transiciel d'objectifs de résultat,
- les options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel, considérées comme potentiellement dilutives lorsque le cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période excède le prix d'exercice des options de souscription d'actions augmenté de leur juste valeur,
- les obligations convertibles émises le 16 juin 2005 (OCEANE 2005), car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 6 millions d'euros, est inférieure pour chaque obligation au résultat de base par action.

Le résultat part du groupe, pris en compte pour le calcul du résultat dilué par action, a été retraité de la charge d'intérêt, nette d'impôts, sur l'emprunt obligataire convertible OCEANE 2005, qui s'élève pour le premier semestre 2006 à 6 million d'euros.

Note 11 – Immobilisations

A) ECARTS D'ACQUISITION

Au 30 juin 2006, les écarts d'acquisition s'élèvent à 1 787 millions d'euros. La diminution de la valeur nette des écarts d'acquisition sur le premier semestre 2006 résulte principalement d'écarts de conversion (20 millions d'euros).

Il convient de noter qu'au 30 juin 2006, il n'existait pas d'indices de perte de valeur, à l'exception de celui ayant conduit à reconnaître une dépréciation de 1 million d'euros sur un écart d'acquisition au Royaume-Uni.

B) AUTRES ACTIFS INCORPORELS

La diminution de la valeur nette des immobilisations incorporelles (10 millions d'euros) sur le premier semestre 2006 résulte principalement de l'amortissement de la période pour 16 millions d'euros, d'acquisitions de logiciels pour 9 millions d'euros, ainsi que de l'écart de conversion sur les immobilisations incorporelles libellées en devises étrangères.

C) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La diminution de la valeur nette des immobilisations corporelles (28 millions d'euros) sur le premier semestre 2006 résulte principalement de l'amortissement de la période pour 63 millions d'euros, d'acquisitions pour 44 millions d'euros ainsi que de l'écart de conversion sur les immobilisations incorporelles libellées en devises étrangères.

Les acquisitions concernent essentiellement du matériel informatique au Royaume-Uni (10 millions d'euros), en Allemagne et Europe Centrale (7 millions d'euros) et en Amérique du Nord (6 millions d'euros).

Note 12 – Créances opérationnelles

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|--|---------------------|--------------|
| Clients et comptes rattachés | 1 798 | 2 194 |
| Créances envers les organismes sociaux | 70 | 59 |
| Total | 1 868 | 2 253 |

Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|------------------------------------|---------------------|--------------|
| Clients | 1 337 | 1 378 |
| Provisions pour créances douteuses | (33) | (23) |
| Factures à émettre | 467 | 747 |
| Travaux en cours | 27 | 92 |
| Total | 1 798 | 2 194 |

Le total des créances clients, nettes des avances et acomptes reçus, en nombre de jours du total du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|--|---------------------|--------------|
| Clients et comptes rattachés | 1 798 | 2 194 |
| Avances et acomptes reçus des clients (1) | (609) | (731) |
| Total des créances clients nettes des avances et acomptes reçus | 1 189 | 1 463 |
| En nombre de jours du total du chiffre d'affaires | 62 | 70 |

(1) Les avances et acomptes reçus des clients sont inclus dans les « Dettes opérationnelles ».

Note 13 – Trésorerie nette

La trésorerie nette est constituée de la trésorerie disponible diminuée des dettes financières à court et long terme et des instruments dérivés, dont les caractéristiques et les principes de comptabilisation sont décrits dans la Note 18 « Trésorerie nette » du rapport annuel 2005.

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|-------------------------|---------------------|--------------|
| Trésorerie | 2 136 | 2 013 |
| Dettes financières | (1 231) | (1 216) |
| Instruments dérivés (1) | (1) | (8) |
| Trésorerie nette | 904 | 789 |

(1) Les instruments dérivés passifs sont inclus dans les « Autres dettes non courantes ». Ces instruments dérivés concernent des contrats de couverture de taux d'intérêt et de change, décrits en Note 14 « Instruments financiers dérivés ».

I. TRÉSORERIE

Au sein du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie s'analyse comme la somme des placements à court terme et du disponible en banque diminuée des découverts bancaires.

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|--------------------------|---------------------|--------------|
| Placements à court terme | 1 805 | 1 726 |
| Banques | 416 | 299 |
| Découverts bancaires (1) | (85) | (12) |
| Trésorerie | 2 136 | 2 013 |

(1) Les découverts bancaires sont inclus dans les « Dettes financières à court terme et découverts bancaires ».

Au cours du premier semestre 2006, la diminution de la trésorerie s'explique principalement par le paiement de dividendes aux actionnaires et par un besoin accru en fonds de roulement lié à la croissance de l'activité.

II. DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières s'analysent entre long terme et court terme comme suit :

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|--|---------------------|--------------|
| Emprunts obligataires convertibles ou échangeables en actions nouvelles ou existantes (OCEANE 2003 et OCEANE 2005) | 814 | 826 |
| Dettes liées aux contrats de location-financement | 124 | 127 |
| Autres dettes financières | 207 | 205 |
| Dettes financières à long terme | 1 145 | 1 158 |
| Dettes liées aux contrats de location-financement | 50 | 32 |
| Dettes bancaires ou assimilées | 8 | 15 |
| Billets de Trésorerie | 15 | - |
| Autres dettes financières | 13 | 11 |
| Dettes financières à court terme (1) | 86 | 58 |
| Total des dettes financières | 1 231 | 1 216 |

(1) Les dettes financières à court terme comprennent à la fois la part à moins d'un an des endettements à long terme ainsi que des dettes financières dont la durée est inférieure à un an et sont incluses dans les « Dettes financières à court terme et découverts bancaires ».

III. VARIATION DES DETTES FINANCIERES

La variation des dettes financières s'analyse comme suit :

| en millions d'euros | Total des dettes financières |
|--|------------------------------|
| 31 décembre 2005 | 1 231 |
| Ecart de conversion | (8) |
| Nouvelles dettes financières | 20 |
| Intérêts notionnels liés aux emprunts Obligataires Convertibles ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE 2003 et 2005) | 20 |
| Autres intérêts notionnels | 5 |
| Remboursements de dettes financières | (44) |
| Variation nette des tirages sur lignes de crédit et billets de Trésorerie | (8) |
| 30 juin 2006 | 1 216 |

Au 30 juin 2006, les nouvelles dettes financières couvrent principalement de nouveaux contrats de location-financement pour un montant de 18 millions d'euros.

Les remboursements de dettes financières du premier semestre 2006 sont principalement liés au remboursement des dettes relatives aux contrats de location-financement pour un montant de 32 millions d'euros et au solde du prix d'acquisition des filiales de services informatiques du groupe Drägerwerk AG, en Allemagne, pour 10 millions d'euros, versé en février 2006.

Note 14 – Instruments financiers dérivés

A) COUVERTURE DES RISQUES DE TAUX D'INTERET

Un nouveau contrat de couverture de taux d'intérêt sous la forme de contrat d'échange de taux, relatif à la couverture de placements à court terme, a été signé fin février 2006. Ce contrat porte sur un notionnel de 100 millions d'euros, pour une période restant à courir de 8 mois. Au terme du contrat d'échange de taux correspondant, la société est payeur de taux variable (Eonia) contre un taux fixe de 2,86%.

Au 30 juin 2006, le montant total des contrats d'échange de taux et de produits optionnels (cap et floor), comprenant essentiellement le contrat d'échange de taux d'intérêt relatif à l'OCEANE 2003, s'élève à 595 millions d'euros (contre un montant de 496,8 millions d'euros au 31 décembre 2005), pour des périodes allant de 8 mois à 8 ans.

L'évaluation de ces contrats à la valeur de marché au 30 juin 2006 fait apparaître en « Autres produits et charges financiers » une perte nette de 5 millions d'euros. Dans le bilan au 30 juin 2006, ces contrats sont valorisés à 7 millions d'euros dans les « Autres dettes non courantes ».

B) COUVERTURES DES RISQUES DE CHANGE

Les couvertures de taux de change (commerciales ou financières) s'élèvent au total à 247 millions d'euros au 30 juin 2006. Les couvertures commerciales de flux futurs de trésorerie sont qualifiées comptablement d'instruments de couverture. Les couvertures financières sont évaluées à la valeur de marché (Cf. Note 1.M du rapport annuel 2005 « Instruments financiers »).

L'évaluation de ces contrats au 30 juin 2006 fait apparaître une perte nette de 1 million d'euros en « Autres produits et charges financiers ».

Note 15 – Provisions pour retraites et engagements assimilés

La variation des provisions pour retraites et engagements assimilés se décompose de la manière suivante :

| en millions d'euros | Provisions pour retraites et engagements assimilés |
|--|--|
| 31 décembre 2005 | 707 |
| Ecart de conversion | (6) |
| Dotation | 66 |
| Reprise | (39) |
| Variation des écarts actuariels reconnus en capitaux propres | (176) |
| 30 juin 2006 | 552 |

La dotation aux provisions pour retraites s'explique, à hauteur de 62 millions d'euros, par le coût des services rendus au titre du premier semestre 2006 et, à hauteur de 4 millions d'euros, par les intérêts financiers.

La reprise correspond aux prestations versées aux salariés ainsi qu'aux cotisations de l'employeur au cours du premier semestre 2006.

La variation des écarts actuariels du premier semestre 2006 correspond à un gain net de 176 millions d'euros et est principalement liée à une augmentation d'environ 0,5 point du taux d'actualisation (sur une période d'environ 20 ans) des engagements au Royaume-Uni entraînant ainsi une diminution d'environ 10% de la dette actuarielle qui s'élevait au 31 décembre 2005 à 1 572 millions d'euros.

Note 16 – Engagements hors bilan

A) ENGAGEMENTS REÇUS

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|----------------------------|------------------|--------------|
| Engagements reçus : | | |
| - sur contrats | 11 | 14 |
| - divers | 4 | 2 |
| Total | 15 | 16 |

B) ENGAGEMENTS DONNES

| en millions d'euros | 31 décembre 2005 | 30 juin 2006 |
|---------------------------------|------------------|--------------|
| Engagements donnés: | | |
| - sur locations non résiliables | 1 046 | 953 |
| - sur contrats | 96 | 82 |
| - divers | 44 | 41 |
| Total | 1 186 | 1 076 |

La variation des engagements donnés provient essentiellement des contrats de location de matériel informatique et de bureaux aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

C) AUTRES ENGAGEMENTS

Les autres engagements et les événements postérieurs à la clôture 2005 décrits dans le rapport annuel 2005 demeurent inchangés.

Note 17 – Information sectorielle

I. INFORMATION SECTORIELLE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Au 30 juin 2006, le Groupe exerce son activité dans huit zones géographiques détaillées ci-dessous:

| Zones géographiques | Pays |
|------------------------------|---|
| Amérique du Nord | Canada, Etats-Unis, Mexique |
| Royaume-Uni et Irlande | Royaume-Uni, Irlande |
| Pays Nordiques | Suède, Finlande, Danemark, Norvège |
| Benelux | Pays-Bas, Belgique, Luxembourg |
| Allemagne et Europe Centrale | Allemagne, Autriche, Suisse, Pologne et autres pays d'Europe de l'Est |
| France | France |
| Europe du Sud | Espagne, Portugal, Italie |
| Asie Pacifique | Australie, Chine, Inde, Singapour |

II. ANALYSE DU RESULTAT SECTORIEL

Le résultat sectoriel au premier semestre 2005 s'analyse comme suit :

| en millions d'euros | Amérique du Nord | Royaume-Uni et Irlande | Pays Nordiques | Benelux | Allemagne et Europe Centrale | France | Europe du Sud | Asie Pacifique | Non alloué (1) | Elimination | Total |
|---------------------------------------|------------------|------------------------|----------------|---------|------------------------------|--------|---------------|----------------|----------------|-------------|-------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors-groupe | 685 | 864 | 215 | 468 | 216 | 826 | 160 | 38 | - | - | 3 472 |
| Chiffre d'affaires inter-segments | 9 | 23 | 7 | 26 | 15 | 31 | 10 | 30 | 16 | (167) | - |
| Chiffre d'affaires | 694 | 887 | 222 | 494 | 231 | 857 | 170 | 68 | 16 | (167) | 3 472 |
| MARGE OPERATIONNELLE | | | | | | | | | | | |
| Marge opérationnelle | (45) | 28 | 12 | 41 | 13 | 28 | 3 | 0 | (18) | - | 62 |
| % | (6,6) | 3,2 | 5,5 | 8,8 | 5,9 | 3,5 | 1,9 | 0,9 | n/a | - | 1,8 |
| RESULTAT OPERATIONNEL | | | | | | | | | | | |
| Résultat opérationnel | 15 | 25 | 10 | 38 | 26 | 18 | 3 | 1 | (13) | - | 123 |
| Coût de l'endettement financier net | | | | | | | | | | | (11) |
| Autres produits et charges financiers | | | | | | | | | | | 2 |
| Charge d'impôt | | | | | | | | | | | (56) |
| Résultat Net | | | | | | | | | | | 58 |
| Part du Groupe | | | | | | | | | | | 58 |

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

Le résultat sectoriel au premier semestre 2006 s'analyse comme suit :

| en millions d'euros | Amérique du Nord | Royaume-Uni et Irlande | Pays Nordiques | Benelux | Allemagne et Europe Centrale | France | Europe du Sud | Asie Pacifique | Non alloué (1) | Elimination | Total |
|---------------------------------------|------------------|------------------------|----------------|---------|------------------------------|--------|---------------|----------------|----------------|-------------|-------|
| CHIFFRE D'AFFAIRES | | | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors-groupe | 660 | 1 040 | 218 | 514 | 243 | 906 | 171 | 32 | - | - | 3 784 |
| Chiffre d'affaires inter-segments | 8 | 24 | 12 | 20 | 30 | 38 | 14 | 56 | - | (202) | - |
| Chiffre d'affaires | 668 | 1 064 | 230 | 534 | 273 | 944 | 185 | 88 | - | (202) | 3 784 |
| MARGE OPERATIONNELLE | | | | | | | | | | | |
| Marge opérationnelle | 28 | 61 | 14 | 65 | 23 | 6 | 4 | 2 | (22) | - | 181 |
| % | 4,3 | 5,9 | 6,4 | 12,6 | 9,3 | 0,7 | 2,2 | 6,1 | n/a | - | 4,8 |
| RESULTAT OPERATIONNEL | | | | | | | | | | | |
| Résultat opérationnel | 26 | 47 | 12 | 57 | 18 | 0 | 1 | 1 | (23) | - | 139 |
| Coût de l'endettement financier net | | | | | | | | | | | (9) |
| Autres produits et charges financiers | | | | | | | | | | | (11) |
| Charge d'impôt | | | | | | | | | | | (48) |
| Résultat Net | | | | | | | | | | | 71 |
| Part du Groupe | | | | | | | | | | | 71 |

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

III. INFORMATION SECTORIELLE PAR METIER

La ventilation du chiffre d'affaires par métier s'analyse comme suit :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | | 1 ^{er} semestre 2006 | |
|---|-------------------------------|------------|-------------------------------|------------|
| | Montant | % | Montant | % |
| Conseil | 486 | 14 | 460 | 12 |
| Intégration de systèmes et applications informatiques | 1 173 | 34 | 1 270 | 34 |
| Infogérance | 1 267 | 36 | 1 446 | 38 |
| Services informatiques de proximité | 546 | 16 | 608 | 16 |
| Total | 3 472 | 100 | 3 784 | 100 |

La ventilation de la marge opérationnelle par métier s'analyse comme suit :

| en millions d'euros | 1 ^{er} semestre 2005 | | 1 ^{er} semestre 2006 | |
|---|-------------------------------|------------|-------------------------------|------------|
| | Montant | % | Montant | % |
| Conseil | 9 | 1,8 | 41 | 8,9 |
| Intégration de systèmes et applications informatiques | 43 | 3,7 | 81 | 6,4 |
| Infogérance | (16) | (1,2) | 30 | 2,0 |
| Services informatiques de proximité | 44 | 8,0 | 51 | 8,4 |
| Non alloué (1) | (18) | n/a | (22) | n/a |
| Total | 62 | 1,8 | 181 | 4,8 |

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

Note 18 – Evénements postérieurs à la clôture

En date du 20 octobre 2003, la société Cap Gemini S.A. a déposé une Offre Publique d'Echange visant les actions de la société Transiciel, par laquelle les actionnaires de Transiciel se sont vu proposer par Capgemini d'échanger leurs actions selon l'une des deux options suivantes :

- Première branche : une parité d'échange de 1 (une) action Capgemini à émettre pour 3 actions Transiciel,
- Seconde branche : une parité de 5 actions Capgemini à émettre et 16 bons d'attribution d'actions nouvelles Capgemini pour 16 actions Transiciel.

La seconde branche comportait un mécanisme de complément de prix se traduisant par l'attribution d'actions Capgemini supplémentaires conditionnée à l'atteinte par le nouvel ensemble Sogeti/Transiciel d'objectifs de performance opérationnelle au cours des années 2004 et 2005. Ce mécanisme de complément de prix est détaillé au § 1.4.13.6 de la note d'information ayant reçu le visa de la COB n°03-935 en date du 29 octobre 2003. Sous réserve de réalisation de ces objectifs, chaque bon d'attribution d'actions devait donner droit à l'attribution au profit de son titulaire d'une quotité d'actions nouvelles Capgemini, jouissance 1er janvier 2006, soit un maximum de 508 600 actions à l'issue de la période de réouverture de l'offre le 28 janvier 2004. Conformément aux dispositions du § 1.4.13.6 de la note d'information, le 27 juin 2006 le tiers arbitre a fixé à 315 332 le nombre maximum d'actions Capgemini à attribuer en conséquence de l'exercice des 8 137 600 Bons d'Attribution d'Actions. A l'issue de la période d'exercice des bons d'attributions d'actions (du 30 juin 2006 au 31 juillet 2006), 8 055 558 bons ont été exercés et ont donné lieu à l'émission de 312 127 actions.

Le 17 août 2006, Sogeti, filiale détenue à 100%, a signé un contrat d'acquisition d'actions aux termes duquel elle deviendra le 27 septembre 2006, propriétaire à 100% du groupe allemand FuE (Fue-Future Engineering GmbH, FuE-Future Engineering & Consulting GmbH and Computer Konzept GmbH). Le groupe FuE est leader en Allemagne dans le domaine de l'ingénierie et du conseil plus particulièrement dans l'industrie Aérospatiale. Les activités du groupe FuE sont implantées principalement à Hambourg, Brême, Baden-Baden et Toulouse. Le groupe FuE compte environ 250 employés et a réalisé un chiffre d'affaires de 19,3 millions d'euros en 2005.

Note 19 – Effectifs

A) EFFECTIFS MOYENS

Les effectifs moyens se répartissent entre les principales zones géographiques du Groupe de la manière suivante :

| | 1 ^{er} semestre 2005 | | 2005 | | 1 ^{er} semestre 2006 | |
|------------------------------|-------------------------------|------------|---------------|------------|-------------------------------|------------|
| | Effectifs | % | Effectifs | % | Effectifs | % |
| Amérique du Nord | 8 107 | 14 | 7 381 | 12 | 6 234 | 10 |
| Royaume-Uni et Irlande | 8 574 | 14 | 8 668 | 15 | 8 869 | 14 |
| Pays Nordiques | 3 455 | 6 | 3 439 | 6 | 3 409 | 6 |
| Benelux | 8 310 | 14 | 8 402 | 14 | 8 739 | 14 |
| Allemagne et Europe Centrale | 3 338 | 5 | 3 487 | 6 | 4 025 | 7 |
| France | 19 071 | 32 | 19 349 | 32 | 19 907 | 32 |
| Europe du Sud | 5 130 | 9 | 5 246 | 9 | 5 840 | 9 |
| Asie Pacifique | 3 397 | 6 | 3 762 | 6 | 5 207 | 8 |
| Total | 59 382 | 100 | 59 734 | 100 | 62 230 | 100 |

B) EFFECTIFS DE FIN DE PERIODE

Les effectifs de fin de période se répartissent entre les principales zones géographiques du Groupe de la manière suivante :

| | 30 juin 2005 | | 31 décembre 2005 | | 30 juin 2006 | |
|------------------------------|---------------|------------|------------------|------------|---------------|------------|
| | Effectifs | % | Effectifs | % | Effectifs | % |
| Amérique du Nord | 6 997 | 12 | 6 351 | 10 | 6 218 | 10 |
| Royaume-Uni et Irlande | 8 660 | 15 | 8 826 | 15 | 9 093 | 14 |
| Pays Nordiques | 3 427 | 6 | 3 429 | 6 | 3 392 | 5 |
| Benelux | 8 361 | 14 | 8 613 | 14 | 8 789 | 14 |
| Allemagne et Europe Centrale | 3 461 | 6 | 3 732 | 6 | 4 295 | 7 |
| France | 19 353 | 32 | 19 866 | 32 | 20 002 | 31 |
| Europe du Sud | 5 205 | 9 | 5 591 | 9 | 6 045 | 10 |
| Asie Pacifique | 3 726 | 6 | 4 628 | 8 | 5 846 | 9 |
| Total | 59 190 | 100 | 61 036 | 100 | 63 680 | 100 |

VI. PREVISIONS DE RESULTAT

Prévisions de croissance et de marge opérationnelle

Dans son communiqué de presse du 7 septembre 2006, le Groupe a, compte tenu des bons résultats enregistrés au premier semestre, confirmé que pour l'ensemble de l'exercice 2006 la croissance du chiffre d'affaires sera très proche de 10% à taux et périmètres constants, et que la marge opérationnelle devrait être supérieure à 5,5% (contre 3,2% l'an dernier).

La marge opérationnelle, principal indicateur de la performance du Groupe, est représentée par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles, celles-ci étant égales au total du coût des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), des frais commerciaux et des frais généraux et administratifs.

Le résultat opérationnel est obtenu en déduisant de la marge opérationnelle les autres produits et charges opérationnels. Ceux-ci comprennent la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des actions et options de souscription d'actions attribuées au personnel, ainsi que les charges ou produits non récurrents, comme les provisions pour dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins value sur cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration afférentes à des plans approuvés par les organes de direction du Groupe et ayant fait l'objet d'une communication externe.

Hypothèses macroéconomiques

Les objectifs de croissance et de marge opérationnelle énoncés ci-dessus s'inscrivent dans un environnement économique semblable à l'environnement économique actuel notamment en termes de croissance et de taux d'inflation.

En ce qui concerne les opérations situées à l'étranger, les prévisions n'incluent pas de modification significative des parités de change par rapport à l'euro des principales monnaies dans lesquelles le Groupe exerce ses activités notamment au Royaume Uni (GBP) et aux Etats-Unis (USD).

Hypothèses internes à la société

La croissance organique est calculée à taux et périmètre constants.

Les prévisions consolidées de croissance du chiffre d'affaires et de marge opérationnelle résultent du processus d'élaboration détaillé des prévisions de chiffre d'affaires et de marge opérationnelle de chaque entité opérationnelle. Ces prévisions tiennent compte des paramètres opérationnels propres de l'entité, de sa situation géographique et de ses métiers, ainsi que du portefeuille d'activité et des prévisions commerciales.

Ces prévisions de résultats sont établies sur la base des méthodes comptables telles qu'appliquées par le Groupe pour l'établissement de ses comptes consolidés.

Les prévisions de chiffre d'affaires et de marge opérationnelle présentées ci-dessus sont fondées sur des données, hypothèses, et estimations considérées comme raisonnables par la direction du Groupe.

Ces prévisions dépendent de circonstances ou de faits susceptibles de se produire à l'avenir et non exclusivement sur des données historiques. Elles ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les prévisions seront atteintes.

En outre, ces prévisions de chiffre d'affaires et de marge opérationnelle émanent ou reposent, en tout ou partie, sur des appréciations ou des décisions des organes d'administration, de surveillance et de direction du Groupe, qui pourraient évoluer ou être modifiées dans le futur.

Le groupe Capgemini ne prend donc aucun engagement ni ne donne aucune garantie sur la réalisation des prévisions figurant au présent chapitre « Prévisions de résultat » et ne s'engage pas à publier d'éventuelles mises à jour de ces éléments.

VII. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES PREVISIONS DE RESULTAT

A l'attention du Directeur Général

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de résultat du groupe Capgemini incluses dans la partie VI de l'actualisation ci-jointe.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux prévisions. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.3 du Règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques du groupe Capgemini. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

- Les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée;
- Les méthodes comptables utilisées aux fins de ces prévisions sont conformes aux méthodes comptables appliquées par le groupe Capgemini.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'actualisation du document de référence 2005 devant être déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Paris et Paris La Défense, le 4 décembre 2006

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Bernard Rasclé

Frédéric Quélin
Associé

VIII. COMMUNIQUES DE PRESSE

| | |
|--|----|
| 03.05.2006 – Communiqué sur le chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2006..... | 35 |
| 11.05.2006 – Communiqué sur le renouvellement du mandat de neuf administrateurs et de deux censeurs ainsi que la reconduction de Serge Kampf et Paul Hermelin dans leur fonctions de Président et Directeur Général..... | 36 |
| 06.07.2006 – Communiqué sur l'avis aux titulaires de bons d'attribution d'actions nouvelles Cap Gemini | 37 |
| 06.07.2006 – Communiqué sur le bilan semestriel du contrat de liquidité de la société Cap Gemini..... | 38 |
| 06.07.2006 – Communiqué sur le document d'information annuel établi le 6 juillet 2006..... | 39 |
| 18.07.2006 – Communiqué sur le rappel aux titulaires des bons d'attribution d'actions nouvelles visant les actions Transiciel..... | 42 |
| 27.07.2006 – Communiqué sur le chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2006..... | 43 |
| 07.09.2006 – Communiqué sur les résultats du premier semestre 2006..... | 44 |
| 07.09.2006 – Communiqué sur la prise de participation majoritaire au sein de la structure Finance et Comptabilité d'Unilever en Inde..... | 46 |
| 26.10.2006 – Communiqué sur l'acquisition de Kanbay International Inc..... | 48 |
| 26.10.2006 – Communiqué sur le chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2006..... | 53 |
| 29.11.2006 – Communiqué sur l'accord des autorités de concurrence américaines et l'acquisition de 14,7% de la société Kanbay..... | 54 |
| 04.12.2006 – Communiqué relatif à une information sur l'acquisition de Kanbay..... | 56 |

Contact Presse :
 Caroline Peyrat
 Tél. : 01 47 54 50 66

Contact Investisseurs :
 Manuel Chaves d'Oliveira
 Tél. 01 47 54 50 87

Chiffre d'affaires du premier trimestre 2006 en progression de 9,8%

Paris, le 3 mai 2006 – Le Groupe Capgemini a réalisé au premier trimestre 2006 un chiffre d'affaires consolidé de **1 869 millions d'euros** contre 1 708 millions d'euros au premier trimestre 2005 et 1 808 millions d'euros au trimestre précédent (quatrième trimestre 2005).

| CA publié T1 2006 | Variation | CA de T1 2005 | T1 2006/ T1 2005 | CA de T4 2005 | T1 2006/ T4 2005 |
|----------------------|-------------------------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|
| 1 869 M€ | A taux et périmètre courants | 1 708 M€ | +9,4 % | 1 808 M€ | +3,3% |
| | A taux et périmètre constants | | +9,8 % | | +4,2% |

Par rapport au même trimestre de l'exercice 2005 et à taux et périmètre constants, le Groupe enregistre une croissance de 9,8% qui peut se ventiler comme suit :

- par métier, les taux de croissance les plus élevés sont ceux des Services Informatiques de Proximité (+13,0%) et de l'activité Intégration (+10,1%) suivis de l'Infogérance qui progresse de 8,8% et enfin de l'activité Conseil qui, continuant sur la bonne dynamique amorcée au quatrième trimestre 2005, enregistre une croissance de 8,0%.
- par région, cette croissance est particulièrement forte en Europe (+13,3%). Dans la région Amérique du Nord, le chiffre d'affaires des activités Conseil, Intégration et Services de Proximité progresse de 5,6% (à taux et périmètre constants) mais cette bonne performance ne suffit pas à compenser l'arrêt de plusieurs contrats d'infogérance, décidé dans le cadre du plan d'amélioration de la rentabilité de cette activité.

Par rapport au quatrième trimestre 2005, la hausse, à taux et périmètre constants, du chiffre d'affaires du Groupe est de 4,2%.

Les signatures enregistrées au premier trimestre s'élèvent à 2 990 millions d'euros, soit plus de deux fois celles enregistrées au même trimestre de l'exercice précédent (1 396 millions d'euros) et encore en hausse de 25,1% par rapport au quatrième trimestre 2005. Cette croissance est due à la signature de grands contrats d'Infogérance avec General Motors aux Etats-Unis et avec Her Majesty's Revenue & Customs en Grande-Bretagne mais aussi à l'augmentation des prises de commande dans les activités de Conseil et Intégration, particulièrement en Amérique du Nord où elles sont en progression de 27,1% par rapport au premier trimestre 2005.

Au cours de ce premier trimestre, le Groupe a également poursuivi le développement de son réseau de production mondialisé qui compte maintenant plus de 4 000 collaborateurs en Inde et plus de 1 000 collaborateurs en Pologne.

Compte tenu des conditions favorables du marché et de la bonne performance réalisée au premier trimestre, le Groupe revoit à la hausse la prévision de croissance de son chiffre d'affaires, à taux et périmètre constants, qui devrait dépasser 8% sur l'ensemble de l'exercice 2006.

Contact Presse :
Caroline Peyrat
Tél. 01 47 54 50 66

Contact Investisseurs :
Manuel Chaves d'Oliveira
Tél. 01 47 54 50 87

L'assemblée générale de Cap Gemini S.A. du 11 mai 2006 renouvelle le mandat de neuf administrateurs et de deux censeurs.

Le conseil d'administration reconduit Serge Kampf et Paul Hermelin dans leurs fonctions de Président et de Directeur Général.

Paris, le 11 mai 2006- L'assemblée générale des actionnaires de Cap Gemini S.A. qui s'est tenue aujourd'hui à Paris a adopté les trente résolutions qui lui ont été présentées par le conseil d'administration. Parmi celles-ci figuraient notamment les propositions de renouvellement de neuf administrateurs et de deux censeurs dont le mandat arrivait à expiration. Deux administrateurs sortants, Monsieur Christian Blanc et Monsieur Ernest-Antoine Seillière, n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat. Par ailleurs, l'assemblée générale a adopté les propositions de réduction de la durée du mandat de 6 à 4 ans pour les administrateurs et de 6 à 2 ans pour les censeurs. Enfin, l'assemblée générale a approuvé la proposition de versement d'un dividende de 0,50 euro par action, qui sera mis en paiement à compter du 16 mai 2006.

A l'issue de cette assemblée générale, le conseil d'administration de Cap Gemini S.A. s'est réuni et a reconduit Serge Kampf comme Président et Paul Hermelin comme Directeur Général du Groupe Capgemini.

Durant cette assemblée générale, le Directeur Général Paul Hermelin, après avoir souligné « le retour gagnant » de Capgemini pour l'exercice 2005, a confirmé la prévision de croissance de son chiffre d'affaires à taux et périmètre constants de plus de 8% et une marge opérationnelle de 5% pour l'année 2006.

Composition du conseil d'administration de Cap Gemini S.A. à l'issue de l'assemblée générale et du conseil d'administration du 11 mai 2006 :

Administrateurs :

Serge Kampf *, Président
Daniel Bernard
Yann Delabrière *
Jean-René Fourtou *
Paul Hermelin *, Directeur Général
Michel Jalabert *
Phil Laskawy *
Thierry de Montbrial
Ruud van Ommeren *
Terry Ozan *
Bruno Roger *

Censeurs :

Pierre Hessler *
Marcel Roulet
Geoff Unwin *

(*) Nom des administrateurs et censeurs dont le mandat a été renouvelé le 11 mai 2006.

CAP GEMINI

Société anonyme au capital de 1 053 201 824 euros
Siège social : à Paris (17ème) 11, rue de Tilsitt
330 703 844 RCS Paris

Avis aux titulaires de Bons d'Attribution d'Actions nouvelles CAP GEMINI émis dans le cadre de la Seconde Branche de l'Offre Publique Alternative d'Echange déposée par la société CAP GEMINI le 20 octobre 2003 et visant les actions de la société TRANSICIEL

Ouverture de la période d'exercice des Bons d'Attribution d'Actions nouvelles CAP GEMINI

Période d'exercice : du 30 juin au 31 juillet 2006 inclus
Termes de l'attribution : une fraction d'action CAP GEMINI égale à 0,03875 pour
1 Bon d'Attribution d'Actions nouvelles CAP GEMINI exercé

Conformément aux termes de la Seconde Branche de l'Offre Publique Alternative d'Echange déposée par la société CAP GEMINI le 20 octobre 2003 et visant les actions de la société TRANSICIEL, dont les caractéristiques sont décrites au § 1.4 de la note d'information ayant reçu le visa de la Commission des opérations de bourse n° 03-935 du 29 octobre 2003, il a été émis seize (16) bons d'attribution d'actions CAP GEMINI pour chaque quotité de seize (16) actions TRANSICIEL apportée à la Seconde Branche de l'Offre. Chaque bon d'attribution d'actions donne droit à l'attribution au profit de son titulaire d'une quotité d'action nouvelle CAP GEMINI, jouissance 1er janvier 2006, déterminée en fonction de la réalisation par le nouvel ensemble SOGETI/TRANSICIEL d'objectifs de performance opérationnelle au cours des années 2004 et 2005, tels que définis au § 1.4.13 de la note d'information.

Compte tenu du niveau de réalisation des objectifs de performance opérationnelle, validé par le tiers arbitre dans son rapport en date du 27 juin 2006 conformément aux dispositions du § 1.4.13.10 de la note d'information, le nombre d'actions CAP GEMINI à attribuer en conséquence de l'exercice des 8.137.600 bons d'attribution d'actions émis au titre de la Seconde Branche de l'Offre s'élève à 315.332, soit **une fraction de 0,03875 action CAP GEMINI attribuée à chaque bon d'attribution d'actions exercé.**

L'exercice de ces bons s'effectuera pendant une période s'étalant du 30 juin 2006 au 31 juillet 2006 inclus.

Chaque titulaire sera informé individuellement, par lettre simple, des modalités d'exercice des bons d'attribution d'actions.

Les titulaires de bons d'attribution d'actions sont invités à se rapprocher de l'intermédiaire financier auprès duquel sont inscrits leurs bons pour donner les instructions nécessaires à l'exercice de leurs bons au cours de la période susvisée. La centralisation des ordres d'exercice et la remise des actions Cap Gemini nouvellement créées seront assurées par CACEIS Corporate Trust.

Le rapport du tiers arbitre peut être consulté au siège de la société Cap Gemini ainsi que sur le site Internet du Groupe Capgemini à l'adresse <http://investor.capgemini.com/transiciel/rapportexpert.pdf>.

LES DROITS ATTACHES AUX BONS NON EXERCES AVANT LA FIN DE LA PERIODE D'EXERCICE S'ETEINDRONT AUTOMATIQUEMENT.



CAP GEMINI

Société anonyme au capital de 1 053 201 824 euros
Siège social : à Paris (17ème) 11, rue de Tilsitt
330 703 844 RCS Paris

Paris, le 6 juillet 2006

Bilan semestriel du contrat de liquidité de la société CAP GEMINI

Au titre du contrat de liquidité confié par la société CAP GEMINI à CA Cheuvreux, à la date du 30 juin 2006 les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 87 000 titres
- 7 874 768.45 €

Il est rappelé que lors du dernier bilan au 30 décembre 2005, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 85 000 titres
- 7 326 383.58 €

o0o

Cap Gemini
Société Anonyme au capital de 1 053 201 824 euros
Siège social à Paris (17^e) 11 rue de Tilsitt
330 703 844 RCS Paris

Document d'information annuel établi le 6 juillet 2006

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois en application de l'article L 451-1-1 du Code Monétaire et Financier et de l'article 221-1-1 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Document de référence :

Disponibles sur le site de l'AMF www.amf-france.org et sur le site de la société <http://investor.capgemini.com>

Document de référence 2005 – dépôt AMF 25/04/2006 – n° D.06-0323

Actualisation du document de référence 2004 – dépôt AMF 15/06/2005 – n° D.05.0562-A01

Document de référence 2004 – dépôt AMF 27/04/2005 – n° D.05.0562

Communiqués de presse

Disponibles sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site de la société <http://investor.capgemini.com>

| Date | Titre |
|------------|---|
| 06/07/2006 | Bilan semestriel contrat de liquidité |
| 30/06/2006 | Avis aux titulaires de Bons d'Attribution d'Actions nouvelles Cap Gemini |
| 11/05/2006 | Assemblée Générale des Actionnaires de Cap Gemini S.A. |
| 03/05/2006 | Chiffre d'affaires du premier trimestre 2006 en progression de 9 8 % |
| 03/04/2006 | Descriptif du programme de rachat d'actions de Cap Gemini SA |
| 03/04/2006 | Capgemini signe une extension de son contrat avec "HM Revenue & Customs" |
| 23/02/2006 | Résultats audités 2005 |
| 02/02/2006 | General Motors choisit Capgemini comme partenaire stratégique |
| 23/01/2006 | Bilan semestriel contrat de liquidité |
| 09/11/2005 | Chiffre d'affaires du 3 ^e trimestre 2005 en progression de 10% |
| 24/10/2005 | Nomination de Salil Parekh en Amérique du Nord |
| 07/10/2005 | Capgemini communication |
| 30/09/2005 | Capgemini met en œuvre un contrat de liquidité |
| 08/09/2005 | Résultats du 1er semestre 2005 |
| 23/08/2005 | Capgemini finalise l'accord de partenariat avec NTT Data |
| 28/07/2005 | Chiffre d'affaires du 2e trimestre 2005 |
| 19/07/2005 | Capgemini annonce un accord de partenariat avec NTT Data |
| 05/07/2005 | Déclaration de transactions sur actions propres |
| 21/06/2005 | Capgemini annonce que le montant de l'émission d'OCÉANE Convertible et/ou échangeable en actions Capgemini à échéance 1er janvier 2012 a été porté à 437 millions d'euros |
| 17/06/2005 | Capgemini place avec succès 380 millions d'euros d'Océane convertible et/ou échangeable en actions Capgemini susceptible d'être portée à 437 millions d'euros à échéance 1 ^{er} janvier 2012 |

Programmes d'émission et notes d'opération :

Disponibles sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et visés par l'Autorité des Marchés financiers

| | | | |
|------------|-----------------------|--|--------------|
| 16/06/2005 | Emission et admission | Obligation à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes | Visa 05-0564 |
|------------|-----------------------|--|--------------|

Franchissement de seuil

Disponible sur le site de l'AMF (www.amf-france.org)

| | |
|------------|------------------|
| 02/06/2006 | Société Générale |
| 22/05/2006 | Société Générale |
| 05/12/2006 | Mr et Mme Kampf |

Déclarations des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions

Disponibles sur www.amf-france.org

Mises en ligne sur le site de l'AMF aux dates suivantes : 24/04/2006 ; 02/01/2006 ; 19/12/2005

Publications au BALO

Disponibles sur <http://balo.journal-officiel.gouv.fr>

| Catégorie | N° d'affaire | Paru le : |
|---|--------------|---------------------------|
| Publications périodiques – Sociétés commerciales et industrielles (comptes annuels) | 7579 | 23/06/06 (parution n°75) |
| Publications périodiques – Sociétés commerciales et industrielles (chiffres d'affaires) | 5533 | 08/05/06 (parution n°55) |
| Convocations - Assemblées d'actionnaires et de porteurs de parts | 3234 | 31/03/06 (parution n°39) |
| Publications périodiques - Sociétés commerciales et industrielles (Chiffres d'affaires) | 1669 | 24/02/06 (parution n°24) |
| Publications périodiques - Sociétés commerciales et industrielles (Chiffres d'affaires) | 5544 | 16/11/05 (parution n°137) |
| Publications périodiques - Sociétés commerciales et industrielles (Tableaux d'activités et résultats) | 98197 | 12/10/05 (parution n°122) |
| Publications périodiques - Sociétés commerciales et industrielles (chiffres d'affaires) | 95226 | 05/08/05 (parution n°93) |
| Emissions et cotations - Valeurs françaises - Bons, obligations et autres titres | 92248 | 29/06/05 (parution n°77) |
| Emissions et cotations - Valeurs françaises - Bons, obligations et autres titres | 91500 | 20/06/05 (parution n°73) |

Dépôts au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris

Disponibles sur www.infogreffe.com

| Date | Type | Décisions |
|------------|--------------------------|--|
| 11/05/2006 | Extrait du procès-verbal | Démission d'administrateurs Renouvellement de mandat d'administrateurs Dépôt numéro 50972 du 19/06/2006 |
| 11/05/2006 | Extrait du procès-verbal | Renouvellement de mandat de Président Renouvellement de mandat de Directeur Général Dépôt numéro 50972 du 19/06/2006 |
| 11/05/2006 | Statuts à jour | Dépôt numéro 50972 du 19/06/2006 |
| 10/05/2006 | Extrait du procès-verbal | Augmentation de capital Modification(s) statutaire(s) Dépôt numéro 47499 du 06/06/2006 |
| 10/05/2006 | Statuts à jour | Dépôt numéro 47499 du 06/06/2006 |
| 22/02/2006 | Extrait du procès-verbal | Augmentation de capital Dépôt numéro 23708 du 09/03/2006 |
| 22/02/2006 | Statuts à jour | Dépôt numéro 23708 du 09/03/2006 |
| 07/12/2005 | Extrait du procès-verbal | Augmentation de capital Dépôt numéro 108268 du 23/12/2005 |
| 07/12/2005 | Statuts à jour | Dépôt numéro 108268 du 23/12/2005 |
| 27/07/2005 | Extrait du procès-verbal | Augmentation du capital Dépôt numéro 54113 du 08/09/2005 |
| 27/07/2005 | Statuts à jour | Dépôt numéro 54113 du 08/09/2005 |

CAP GEMINI

Société anonyme au capital de 1 053 201 824 euros
Siège social : à Paris (17^{ème}) 11, rue de Tilsitt
330 703 844 RCS Paris

Rappel aux titulaires de Bons d'Attribution d'Actions nouvelles CAP GEMINI émis dans le cadre de la Seconde Branche de l'Offre Publique Alternative d'Echange déposée par la société CAP GEMINI le 20 octobre 2003 et visant les actions de la société TRANSICIEL

Date limite d'exercice des Bons d'Attribution d'Actions nouvelles CAP GEMINI fixée au 31 juillet 2006

Rappel de la période d'exercice : du 30 juin au 31 juillet 2006 inclus

Rappel des termes de l'attribution : une fraction d'action CAP GEMINI égale à 0,03875 pour
1 Bon d'Attribution d'Actions nouvelles CAP GEMINI exercé

Les titulaires de bons d'attribution d'actions nouvelles CAP GEMINI ont été informés, par communiqué en date du 30 juin 2006, des conditions d'exercice de leurs bons, à savoir une fraction d'action CAP GEMINI égale à 0,03875 pour 1 bon d'attribution d'action exercé ainsi qu'il ressort du rapport du tiers-arbitre en date du 27 juin 2006, établi conformément aux dispositions du § 1.4.13.10 de la note d'information.

Le rapport du tiers-arbitre et ses annexes peuvent être consultés au siège de la société CAP GEMINI ainsi que sur le site Internet du Groupe Capgemini à l'adresse <http://investor.capgemini.com/transiciel/rapportexpert.pdf>.

Il est rappelé qu'il appartient à chaque titulaire, pour recevoir les actions CAP GEMINI auxquelles lui donnent droit ses bons et/ou, le cas échéant, la contre-valeur sous forme de numéraire de bons formant rompus, d'exercer ceux-ci avant le 31 juillet 2006 inclus.

L'attention des titulaires de bons d'attribution d'actions est donc attirée sur le fait qu'il leur reste 13 jours pour exercer leurs bons.

A DEFAUT D'EXERCICE DES BONS D'ATTRIBUTION D' ACTIONS OU D'EXERCICE POSTERIEUREMENT AU 31 JUILLET 2006, LES DROITS ATTACHES AUX BONS NON EXERCES S'ETEINDRONT AUTOMATIQUEMENT.

Contact Presse :
Christel Lerouge
Tél. : 01 47 54 50 76

Contact Investisseurs :
Manuel Chaves d'Oliveira
Tél. : 01 47 54 50 87

**Chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2006 en progression de 10,9%
par rapport au même trimestre de l'exercice précédent**

Paris, le 27 juillet 2006 – Le Groupe Capgemini a réalisé au deuxième trimestre 2006 un chiffre d'affaires consolidé de **1 915 millions d'euros** contre 1 764 millions d'euros au deuxième trimestre 2005 (et 1 869 millions d'euros au premier trimestre 2006).

| CA de T2 2006 | Variation | CA de T2 2005 | T2 2006/ T2 2005 | CA de S1 2006 | S1 2006/ S1 2005 |
|-----------------|-------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|
| 1 915 M€ | à taux et périmètre courants | 1 764 M€ | +8,6% | 3 784 M€ | +9,0% |
| | à taux et périmètre constants | | +10,9% | | +10,4% |

La croissance organique de 10,9% enregistrée par rapport au même trimestre de l'exercice 2005 se ventile comme suit :

- par métier, les activités Intégration (+10,9%), Services de Proximité (+5,6%) et Conseil (+4,5%) enregistrent une progression significative malgré un nombre de jours facturables inférieur à celui de l'année précédente. Grâce à la montée en puissance de plusieurs grands contrats, le taux de croissance de l'Infogérance s'élève à 15,3%.
- par région, l'Europe connaît une croissance de 12,5% tirée par la région Royaume-Uni et Irlande dont le chiffre d'affaires progresse de 29,4%. En Amérique du Nord, l'augmentation du chiffre d'affaires est de 3,9%, avec une très bonne performance des activités Intégration et Conseil (+12,1%).

Par rapport au trimestre précédent (1^{er} trimestre 2006), la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est de 3,2% à taux et périmètre constants et de 2,5% à taux et périmètres courants.

Les prises de commandes enregistrées au deuxième trimestre 2006 s'élèvent à 1 705 millions d'euros. Elles sont particulièrement fortes pour les activités Intégration, Services de Proximité et Conseil, qui progressent de 23,3% en Amérique du Nord et de 10,2% en Europe, et pour lesquelles le ratio « prises de commandes sur chiffre d'affaires » est de 118% pour le trimestre.

Au cours du premier semestre 2006, le Groupe a vu son effectif croître de 2 600 personnes et a poursuivi le développement de son réseau de production mondialisé qui, au 30 juin, compte plus de 6 000 collaborateurs en Inde, en Chine et en Pologne, en progression de plus de 75% par rapport au 30 juin 2005.

Ces résultats conduisent le Groupe à revoir à la hausse son objectif de chiffre d'affaires dont la croissance devrait être proche de 10% à taux et périmètre constants pour l'ensemble de l'exercice 2006.

Les résultats complets du premier semestre 2006 seront communiqués et commentés le jeudi 7 septembre 2006.

o0o

Contact Presse :
Christel Lerouge
Tél. : 01 47 54 50 76

Contact Investisseurs :
Manuel Chaves d'Oliveira
Tél. : 01 47 54 50 87

Résultats du premier semestre 2006

- **Progression de 3 points du taux de marge opérationnelle**
- **Croissance de 22% du résultat net part du Groupe**

Paris, le 7 septembre 2006 – Réuni à Paris le 6 septembre 2006 sous la présidence de Serge Kampf, le Conseil d'Administration de Cap Gemini S.A. a arrêté les comptes consolidés du Groupe Capgemini du premier semestre 2006.

Les principales données financières, établies selon les normes IFRS, sont les suivantes :

| (en millions d'euros) | 1 ^{er} semestre 2005 | 2 ^{ème} semestre 2005 | Exercice 2005 | 1 ^{er} semestre 2006 |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|------------------|----------------------------------|
| Chiffre d'affaires | 3 472 | 3 482 | 6 954 | 3 784 |
| Marge opérationnelle ⁽¹⁾ | 62 | 163 | 225 | 181 |
| <i>en % du chiffre d'affaires</i> | 1,8% | 4,7% | 3,2% | 4,8% |
| Résultat opérationnel ⁽²⁾ | 123 | 91 | 214 | 139 |
| Résultat net part du Groupe | 58 | 83 | 141 | 71 |
| Trésorerie nette | 498 | 904 | 904 | 789 |

Le **chiffre d'affaires** enregistré par le Groupe au premier semestre 2006 a augmenté de 9,0% à taux et périmètre courants. A taux et périmètre constants, cette croissance s'élève à 10,4%.

La **marge opérationnelle** s'élève à 181 millions d'euros, soit un taux de 4,8%, en augmentation de 3 points par rapport à celui du premier semestre 2005.

Le **résultat opérationnel** est de 139 millions d'euros, en progression de 16 millions d'euros (+11,5%) par rapport à celui du premier semestre 2005, lequel intégrait d'importantes plus-values de cessions.

Le **résultat net** du semestre est de 71 millions d'euros après 20 millions d'euros de charge financière nette et un total d'impôt de 48 millions d'euros.

⁽¹⁾ La marge opérationnelle, principal indicateur de la performance du Groupe, est représentée par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation, celles-ci étant égales au total du coût des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), des frais commerciaux et des frais généraux et administratifs.

⁽²⁾ Le résultat opérationnel incorpore en plus les charges liées aux options de souscription d'actions accordées à un certain nombre de collaborateurs, les coûts de restructuration, les plus ou moins-values de cessions, etc.

Evolution de l'activité par métiers

| Les 4 métiers du Groupe | % du chiffre d'affaires total du Groupe | Croissance par rapport à S1 2005 ^(*) | Taux de marge opérationnelle | |
|-------------------------|---|---|------------------------------|-------------|
| | | | S1 2005 | S1 2006 |
| Conseil | 12,2% | 4,4% | 1,8% | 8,9% |
| Intégration | 33,5% | 11,3% | 3,7% | 6,4% |
| Services de Proximité | 16,1% | 10,6% | 8,0% | 8,4% |
| Infogérance | 38,2% | 11,6% | -1,2% | 2,0% |

^(*) à taux et périmètre constants

- l'activité **Conseil** croît de 4,4% et sa marge opérationnelle atteint 8,9% ;
- l'activité **Intégration de Systèmes** affiche une progression supérieure à 11% et une marge opérationnelle de 6,4% ;
- l'activité **Services de Proximité** croît de 10,6% et sa marge opérationnelle s'élève à 8,4% ;
- le total des activités Conseil, Intégration et Services de Proximité enregistre une croissance de 9,7% et une marge opérationnelle de 7,4%, en progression de 3,1 points.
- l'activité **Infogérance** enregistre une croissance de 11,6%, sous l'impulsion des grands contrats signés ces dernières années. Lancé en septembre 2005 pour accélérer la croissance et la rentabilité de l'activité Infogérance, le plan MAP (Margin Acceleration Plan) porte ses premiers fruits : la marge opérationnelle atteint 2,0%, ce qui marque une progression de 3,2 points par rapport à l'an dernier, en dépit de l'impact de retards dans la réalisation d'un des grands contrats du Groupe.

Evolution de l'activité par zones géographiques

| | % du chiffre d'affaires total du Groupe | Croissance par rapport à S1 2005 ^(*) | Taux de marge opérationnelle | |
|----------------------------|---|---|------------------------------|--------------|
| | | | S1 2005 | S1 2006 |
| Amérique du Nord | 17,4% | -0,1% | -6,6% | +4,3% |
| Europe (et Asie Pacifique) | 82,6% | 12,9% | +4,5% | +5,6% |
| Total Groupe | 100% | 10,4% | +1,8% | +4,8% |

^(*) à taux et périmètre constants

En **Amérique du Nord**, tous les indicateurs confirment le redressement des activités :

- la croissance au second trimestre (+3,9%) compense exactement la diminution observée au premier trimestre (-4,0%) ;
- la marge opérationnelle atteint +4,3%, soit 10,9 points de plus qu'au premier semestre 2005, grâce à l'effet conjugué du retour à une rentabilité de 6,7% des activités de Conseil et d'Intégration de Systèmes et du redressement de la rentabilité de l'Infogérance.

En **Europe**, l'ensemble des pays présente une marge opérationnelle positive et certains se distinguent par leur très bonne performance, notamment le Benelux (+12,6%) et la zone Allemagne + Europe Centrale (+9,3%).

Perspectives

Les bons résultats enregistrés au premier semestre conduisent le Groupe à confirmer que pour l'ensemble de l'exercice 2006 la croissance du chiffre d'affaires sera très proche de 10% à taux et périmètres constants, et que la marge opérationnelle devrait être supérieure à 5,5 % (contre 3,2% l'an dernier).

o0o

Capgemini accélère le développement de ses activités BPO (infogérance des processus métiers) en prenant une participation majoritaire au sein de la structure Finance et Comptabilité d'Unilever en Inde.

Paris, le 7 septembre 2006 – Le Groupe Capgemini développe son activité d'infogérance finance et comptabilité (BPO F&A), en rachetant à Hindustan Lever Limited (Groupe Unilever) 51% des actions d'Unilever Shared Service Limited (Indigo). L'acquisition devrait être réalisée en octobre 2006. Les termes de l'accord ne sont pas rendus publics.

Parallèlement, Capgemini et le Groupe Unilever ont conclu un accord de sept ans qui prévoit la gestion complète des services BPO F&A pour les différentes sociétés du groupe Unilever actuellement clientes d'Indigo.

Indigo est un centre de services administratifs, financiers et de contrôle (Sarbanes-Oxley) pour le groupe Unilever à travers le monde. La société possède des centres à Bangalore et Chennai et y emploie près de 600 professionnels, parmi lesquels environ 75 experts comptables. Aujourd'hui, Indigo fournit ses services à des sociétés du groupe Unilever dans près de 45 pays en Asie, Afrique, Océanie, Europe et Amérique du Nord. Indigo possède une expérience reconnue en matière de transformation et de gestion de services financiers et comptables dans un grand nombre de pays, ainsi qu'une large expertise dans le secteur très dynamique des biens de consommation.

Pour M. D. Sundaram, Directeur Financier de Hindustan Lever Limited et Président d'Indigo, « *le partenariat avec Capgemini apporte à HLL et Unilever des compétences mondiales dans les domaines des services partagés et de la technologie. Ce partenariat permet également à Indigo de renforcer son expertise et ses compétences, et représente une opportunité réellement motivante pour les salariés d'Indigo de développer leur activité en dehors du Groupe Unilever* ».

Le partenariat avec Unilever va conforter la position de leader de Capgemini sur le marché du BPO dans les domaines financiers (F&A), de la gestion des salariés, des achats et des processus de transfert de connaissances. De plus, il apportera à Capgemini des compétences solides en matière de services innovants tels que le contrôle et la mise en conformité des services financiers des entreprises.

« Cette acquisition réaffirme la volonté de Capgemini d'étendre sa présence au niveau international, en particulier en Inde, et d'asseoir sa position dans les services BPO F&A. Nous bénéficierons pleinement de l'expertise des équipes d'Indigo et donc renforcerons nos capacités à servir un nombre toujours plus important de clients » affirme Hubert Giraud – Directeur Général Groupe de l'activité BPO.

Non seulement Indigo va mettre 600 professionnels à la disposition de l'équipe BPO de Capgemini, mais la société va également contribuer à l'extension du réseau opérationnel BPO déjà existant à travers le monde en Pologne, en Chine, en Inde, en Australie, aux USA et au Canada, avec notamment deux nouveaux centres en Inde. Les centres BPO indiens vont désormais opérer à partir de Bangalore, Chennai, Calcutta et Bombay, et fournir des services haut de gamme aux clients internationaux de Capgemini.

« Nous sommes ravis que ce partenariat avec Unilever, en plus de donner une véritable impulsion à notre offre F&A depuis l'Inde, nous permette d'affirmer encore davantage notre présence en Inde en ajoutant la ville de Chennai à notre réseau de centres opérationnels », déclare Baru Rao, Directeur de Capgemini Inde. Cette acquisition contribue à l'objectif d'atteindre 10 000 employés en Inde d'ici fin 2007.

Pour conclure, ce partenariat va permettre à Capgemini de valoriser et d'améliorer le niveau de services fournis à ses clients.

A propos du Groupe Capgemini

Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, a développé une façon unique de travailler avec ses clients, appelée « Collaborative Business Experience ». En s'engageant vis-à-vis de ses clients vers un succès mutuel et la réalisation de progrès tangibles, Capgemini aide les entreprises à mettre en place des stratégies de croissance, à développer leurs technologies et à prospérer, sous l'impulsion de la collaboration. Capgemini a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 6 954 millions d'euros et emploie environ 61 000 personnes dans le monde. Plus d'informations sur : www.capgemini.com



Relations Investisseurs :

Capgemini :
Manuel Chaves d'Oliveira
Tel. 01 47 54 50 87
Kanbay :
Seth R. Frank
Tel. +1 847 384 4732

Contact Presse :

Capgemini :
Christel Lerouge
Tel. 01 47 54 50 76
Kanbay :
Geoff Nixon
Tel. +1 847 384 6162

ACQUISITION DE KANBAY INTERNATIONAL PAR CAPGEMINI

- Capgemini et Kanbay ont conclu un accord ferme par lequel Capgemini propose d'acquérir Kanbay à un prix de 29 US dollars par action payable en numéraire***
- Cette transaction renforce considérablement la présence de Capgemini en Inde***
- Le rapprochement des deux sociétés permet la constitution d'une force de frappe globale dans les services informatiques avec une offre significativement élargie et une maîtrise de premier plan dans le secteur des services financiers et des biens de consommation***
- Cette transaction permet d'accélérer la croissance des revenus de Capgemini et se traduira par une relation significative de son bénéfice par action***

PARIS, France, et ROSEMONT, Illinois, Etats-Unis. 26 octobre 2006 - Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, et Kanbay International, (NASDAQ:KBAY), une société de services informatiques à vocation mondiale concentrée sur les services financiers, annoncent aujourd'hui avoir conclu un accord ferme d'acquisition de Kanbay par Capgemini.

Selon les termes de l'accord, Capgemini se porte acquéreur de l'ensemble des actions ordinaires de Kanbay pour 29 US dollars par action payable en numéraire. Ce prix représente une prime de 15,9 % par rapport au cours de clôture de Kanbay du mercredi 25 octobre 2006 et de 28,3 % par rapport à la moyenne mensuelle des cours précédant la présente annonce. La transaction valorise le capital de Kanbay incluant les stocks options acquises, bons de souscription et actions privilégiées à 1,25 milliard de dollars US. Les conseils d'administration de Capgemini et de Kanbay ont approuvé la transaction.

La réalisation de cette transaction qui devrait intervenir en début d'année 2007 est soumise aux conditions suspensives habituelles dans ce type d'opération telles que l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de Kanbay et l'autorisation des autorités de concurrence américaines.

Capgemini a conclu des contrats d'acquisition d'actions à hauteur de 14,9 % du capital de Kanbay auprès de certains actionnaires significatifs.

Cette acquisition s'inscrit parfaitement dans la stratégie de croissance de Capgemini :

- elle accroît de façon significative la présence de Capgemini en Inde (+89% sur la base des chiffres au 30 septembre 2006). L'entité combinée aurait un total de 12 000 employés à fin 2006 en Inde qui deviendrait ainsi le deuxième pays du Groupe en nombre d'employés (16% de l'effectif total) ;
- elle renforce la présence de Capgemini en Amérique du Nord et confirme l'ambition du Groupe sur ce marché ;
- elle place Capgemini en position de leader dans le secteur des Services Financiers – qui représente 22 % du marché global des services informatiques – et y élargit son expertise sectorielle.

Cette transaction devrait avoir un impact positif sur le bénéfice par action de Capgemini de plus de 5% en 2007 et plus de 10% en 2008.

Capgemini est en mesure de financer entièrement cette transaction au moyen de sa trésorerie nette élevée telle que prévue à fin 2006. Capgemini n'exclut pas de faire appel au marché pour un montant maximal de 500 M € de fonds propres pour reconstituer sa marge de manoeuvre et participer, le cas échéant, à d'éventuels mouvements de consolidation. La décision de procéder à une telle opération et la date de son lancement dépendra des conditions de marché.

Raymond J. Spencer, Président Directeur Général de Kanbay, rejoindra l'équipe de direction de Capgemini. Raymond J. Spencer déclare : *“Le rapprochement de Kanbay et Capgemini est une excellente nouvelle pour nos actionnaires, clients et collaborateurs. Cette transaction est créatrice de valeur pour nos actionnaires et Capgemini partage notre vision du marché et notre stratégie. Cette opération inscrit notre mode opératoire dans la durée. Les deux entités vont également bénéficier d'une culture et d'une philosophie d'entreprise complémentaires.”*

Paul Hermelin, Directeur Général de Capgemini souligne : *“L’acquisition de Kanbay, un fournisseur global de services informatiques de premier plan, soutient notre stratégie de croissance et renforce significativement à l’échelle mondiale notre offre dans le domaine des services bancaires et financiers, particulièrement aux Etats-Unis et en Inde où Kanbay emploie plus de 5 000 personnes. Nous acquérons en outre des capacités remarquables dans les secteurs des Biens de Consommation, des Biens d’Equipement, des Télécommunications, des Media, des Sciences de la Vie ainsi que dans le Tourisme et les Loisirs.”*

“L’acquisition de Kanbay est une excellente nouvelle pour nos actionnaires, nos clients et nos collaborateurs. Elle s’inscrit parfaitement dans le programme d’expansion du Groupe appelé F³ qui est articulé autour de trois leviers : industrialisation, intimité avec nos clients et innovation. Cette opération intervient dans un contexte de forte croissance pour le Groupe : après de bons résultats semestriels, le Groupe publie une croissance de 13,5 % à taux de change et périmètre constants pour le troisième trimestre 2006.” déclare Paul Hermelin.

Le rapprochement de Kanbay et de Capgemini crée un groupe mondial de services informatiques avec un savoir-faire incomparable en matière de services financiers, une expertise intégrée de conseil et d’intégration de systèmes et des ressources offshores de premier rang.

Paul Hermelin et Raymond Spencer concluent : *“Nous croyons fermement que cette transaction est une étape remarquable dans l’évolution de l’industrie des services informatiques. Cet événement peut fondamentalement transformer cette industrie en rendant possible la mise en place d’une prestation de services complète et compétitive fournie de manière intégrée et réduisant ainsi les coûts supportés par nos clients.”*

Capgemini est assisté par Lazard Frères et Morgan Stanley en qualité de conseils financiers, et de Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP en qualité de conseil juridique. Latham & Watkins intervient pour les aspects relatifs au droit de la concurrence.

Kanbay est assisté par UBS Securities LLC, conseil financier, et par Winston & Strawn LLP, conseil juridique. Une attestation d’équité a été émise par UBS Securities LLC.

A propos de Capgemini :

Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, a développé une façon unique de travailler avec ses clients, appelée « Collaborative Business Experience ». En s'engageant vis-à-vis de ses clients vers un succès mutuel et la réalisation de progrès tangibles, Capgemini aide les entreprises à mettre en place des stratégies de croissance, à développer leurs technologies et à prospérer, sous l'impulsion de la collaboration. Capgemini a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 6 954 millions d'euros et emploie environ 61 000 personnes dans le monde. Plus d'informations sur : www.capgemini.com

A propos de Kanbay :

Créée en 1989, Kanbay, Inc. est une société de services informatiques à vocation mondiale qui emploie environ 6 900 collaborateurs dans le monde. Kanbay fournit un ensemble de services intégrés de conseil en management, intégration et développement de systèmes et infogérance, grâce à une plate-forme de service globale unique spécialisée dans les services financiers et les biens de grande consommation, ainsi que les télécommunications, les médias, la santé et les loisirs. Kanbay est une société CMM Level 5 dont le siège social est situé à Chicago avec des bureaux en Amérique du Nord, en Inde, ainsi qu'à Londres, Singapour, Hong Kong, Tokyo et Melbourne. Plus d'information sur <http://www.kanbay.com>

Le présent document ne constitue pas une offre de vente ni une quelconque sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription de titres aux Etats-Unis ou ailleurs. Il ne devra être procédé à aucune cession, émission ou transfert de titres visés dans le présent document aux Etats-Unis sans enregistrement lorsque celui-ci est requis par la loi.

Avertissement Important

Capgemini est une société cotée à Euronext Paris SA et la présente présentation contient des déclarations prospectives au sens des dispositions du US Private Sector Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future des sociétés. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment le risque que Capgemini n'obtienne pas les autorisations nécessaires à la finalisation de l'opération, de même que les risques décrits dans les documents déposés par Capgemini auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission et de l'Autorité des Marchés Financiers. Il est fortement conseillé aux investisseurs et aux détenteurs de valeurs mobilières de prendre connaissance de ces documents, disponibles sur les sites de la U.S. Securities and Exchange Commission (www.sec.gov) et de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org). Ils peuvent également obtenir gratuitement copie des documents auprès de Capgemini. Cette présentation contient des informations prospectives qui ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa diffusion.

Informations complémentaires

Pour cette transaction, KANBAY déposera auprès de la US Securities and Exchange Commission (SEC) tous les documents requis, et notamment un prospectus (« proxy statement ») conformément au Schedule 14A. NOUS RECOMMANDONS FORTEMENT AUX INVESTISSEURS ET DETENEURS DE TITRES DE CAP GEMINI DE LIRE CES DOCUMENTS DES LEUR MISE A DISPOSITION CAR ILS COMPORTERONT DES INFORMATIONS IMPORTANTES CONCERNANT KANBAY ET LA TRANSACTION. Le prospectus (« proxy statement ») et les autres documents (dès leur mise à disposition) déposés par KANBAY auprès de la SEC pourront être obtenus sans frais sur le site web de la SEC, www.sec.gov. En outre, les investisseurs et les détenteurs de titres pourront obtenir sans frais copie des documents déposés par Kanbay auprès de la SEC ou sur la section « investors » du site www.kanbay.com. LES INVESTISSEURS ONT TOUT INTERET A LIRE ATTENTIVEMENT LE PROSPECTUS DES QU'IL SERA MIS A DISPOSITION PREALABLEMENT A TOUTE DECISION DE VOTE OU DECISION D'INVESTISSEMENT.

Capgemini, les membres de son conseil d'administration ainsi que ses mandataires sociaux pourraient être considérés comme participant au recueil des pouvoirs des actionnaires de Kanbay au titre de la transaction décrite ci-dessus. Les informations relatives aux intérêts particuliers de ces administrateurs et mandataires sociaux seront incluses dans le Prospectus qui sera établi au titre de la présente transaction. Des informations complémentaires relatives à ces administrateurs et mandataires sociaux sont également incluses dans la communication financière et les rapports publics de Capgemini. Ces documents sont disponibles auprès de Capgemini sur son site internet www.capgemini.com ou par correspondance au 11 rue de Tilsitt, 75017 Paris ou par téléphone au 33 1 47 54 50 00.

Contact Presse :
 Christel Lerouge
 Tél. : 01 47 54 50 76

Contact Investisseurs :
 Manuel Chaves d'Oliveira
 Tél. : 01 47 54 50 87

**Chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2006 en progression de 13,5%
 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent**

Paris, le 26 octobre 2006 – Dans le cadre de l'annonce de l'acquisition de la société Kanbay International, Inc., le Groupe Capgemini communique son chiffre d'affaires du troisième trimestre 2006 de manière anticipée. Ces chiffres seront commentés en détail le 9 novembre.

Le Groupe Capgemini a réalisé au troisième trimestre 2006 un chiffre d'affaires consolidé de **1 881 millions d'euros** contre 1 674 millions d'euros au troisième trimestre 2005 (et 1 915 millions d'euros au deuxième trimestre 2006).

| CA de T3 2006 | Variation | CA de T3 2005 | T3 2006/ T3 2005 | CA de T2 2006 | T3 2006/ T2 2006 |
|-----------------|-------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|
| 1 881 M€ | à taux et périmètre courants | 1 674 M€ | +12,4% | 1 915 M€ | -1,8% |
| | à taux et périmètre constants | | +13,5% | | -1,9% |

La croissance organique de 13,5% enregistrée par rapport au même trimestre de l'exercice 2005 se ventile comme suit :

- par métier, la plus forte croissance est enregistrée dans les activités d'infogérance (+20%) qui bénéficient de la montée en puissance de nouveaux contrats mais aussi de projets supplémentaires dans le cadre de contrats existants. Les autres métiers enregistrent une croissance de 9,4% ;
- par région, l'ensemble Europe / Asie Pacifique connaît une croissance de 15,4% tirée par la région Royaume-Uni et Irlande dont le chiffre d'affaires progresse de 29,2% mais aussi par l'Europe Centrale, l'Espagne et le Portugal et l'Asie Pacifique qui enregistrent des croissances à deux chiffres. En Amérique du Nord, l'augmentation du chiffre d'affaires est de 5,4%, sous l'effet conjugué d'un retour à la croissance de l'activité Infogérance et d'une activité toujours en progression dans les autres métiers.

Par rapport au trimestre précédent (2^{ème} trimestre 2006), le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 1,9% à taux et périmètre constants et de 1,8% à taux et périmètre courants, le dynamisme des opérations ayant permis de compenser une partie de l'effet de saisonnalité habituel.

Les prises de commandes enregistrées au troisième trimestre 2006 s'élèvent à 1 523 millions d'euros en hausse de près de 20% par rapport au même trimestre de 2005 (1 273 millions d'euros). Elles sont particulièrement fortes pour les activités d'Infogérance, mais progressent aussi de 17,2% pour les activités Intégration, Services de Proximité et Conseil, pour lesquelles le ratio « prises de commandes sur chiffre d'affaires » est légèrement supérieur à 100%, fait remarquable pour un troisième trimestre.

Relations Investisseurs :

Capgemini :
Manuel Chaves d'Oliveira
Tel. 01 47 54 50 87
Kanbay :
Seth R. Frank
Tel. +1 847 384 4732

Contact Presse :

Capgemini :
Christel Lerouge
Tel. 01 47 54 50 76
Kanbay :
Geoff Nixon
Tel. +1 847 384 6162

Capgemini obtient l'accord des autorités de concurrence américaines et acquiert 14,7% de la société Kanbay

PARIS, France, et Rosemont, Illinois, Etats-Unis, 29 novembre 2006 – Capgemini et Kanbay International annoncent aujourd'hui que la période de vérification des autorités de concurrence américaines pour la proposition d'acquisition de Kanbay par Capgemini s'est achevée de manière anticipée le 14 novembre 2006. Les parties ont ainsi reçu des autorités de concurrence américaines l'autorisation de procéder à l'opération. Aucune autre autorisation des autorités de concurrence n'est requise. La réalisation de la transaction reste soumise à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de Kanbay et aux conditions suspensives habituelles.

Capgemini annonce également avoir procédé à l'acquisition, le 21 novembre 2006, d'actions et bons de souscription du capital de Kanbay à hauteur de 14,7%, à la suite des contrats d'acquisition conclus avec certains actionnaires significatifs décrits dans le document d'information déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux Etats-Unis le 13 novembre.

Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, et Kanbay International (NASDAQ:KBAY), une société de services informatiques à vocation mondiale concentrée sur les services financiers, ont conclu, le 26 octobre 2006, un accord ferme d'acquisition de Kanbay par Capgemini. Le rapprochement de Kanbay et de Capgemini créera un groupe mondial de services informatiques avec un savoir-faire incomparable en matière de services financiers, une expertise intégrée de conseil et d'intégration de systèmes et des ressources offshores de premier rang.

A propos de Capgemini :

Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, a développé une façon unique de travailler avec ses clients, appelée « Collaborative Business Experience ». En s'engageant vis-à-vis de ses clients vers un succès mutuel et la réalisation de progrès tangibles, Capgemini aide les entreprises à mettre en place des stratégies de croissance, à développer leurs technologies et à prospérer, sous l'impulsion de la collaboration. Capgemini a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 6 954 millions d'euros et emploie environ 65 000 personnes dans le monde. Plus d'informations sur : www.capgemini.com

A propos de Kanbay :

Créée en 1989, Kanbay, Inc. est une société de services informatiques à vocation mondiale qui emploie environ 6 900 collaborateurs dans le monde. Kanbay fournit un ensemble de services intégrés de conseil en management, intégration et développement de systèmes et infogérance, grâce à une plate-forme de service globale unique spécialisée dans les services financiers et les biens de grande consommation, ainsi que les télécommunications, les médias, la santé et les loisirs. Kanbay est une société CMM Level 5 dont le siège social est situé à Chicago avec des bureaux en Amérique du Nord, en Inde, ainsi qu'à Londres, Singapour, Hong Kong, Tokyo et Melbourne. Plus d'information sur <http://www.kanbay.com>

Données prospectives

Certaines déclarations figurant dans le présent communiqué de presse contiennent des données prospectives. Ces déclarations en rapport avec la réalisation de l'opération envisagée doivent être prises en compte avec prudence en ce qu'elles comportent par nature des risques et des incertitudes pouvant donner lieu à un écart significatif entre les résultats réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations. Capgemini et Kanbay ne peuvent garantir que les résultats futurs indiqués dans ces déclarations seront réalisés. Les lecteurs sont priés de ne pas placer une confiance absolue dans ces déclarations prospectives qui sont faites sous réserve des avertissements contenus dans le présent communiqué de presse. Capgemini et Kanbay ne s'engagent en aucune façon à publier une mise à jour de ces déclarations prospectives.

Informations complémentaires

Dans le cadre de l'acquisition projetée de KANBAY par CAPGEMINI et l'approbation requise des actionnaires, KANBAY a déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) un document d'information (« proxy statement ») préliminaire et déposera ultérieurement un document d'information définitif. Le document d'information définitif sera adressé par courrier aux actionnaires de Kanbay. **NOUS RECOMMANDONS FORTEMENT AUX ACTIONNAIRES DE KANBAY DE LIRE CE DOCUMENT D'INFORMATION AINSI QUE TOUS LES AUTRES DOCUMENTS MIS A DISPOSITION CAR ILS COMPORTERONT DES INFORMATIONS IMPORTANTES CONCERNANT LA TRANSACTION ET KANBAY.** Les investisseurs et les détenteurs de titres pourront obtenir sans frais copie ces documents (dès leur mise à disposition) ainsi que les autres documents déposés auprès de la SEC sur le site web de la SEC, www.sec.gov. En outre, les investisseurs et les détenteurs de titres pourront obtenir sans frais copie les documents déposés par Kanbay auprès de la SEC en se rendant dans la section « investors » du site www.kanbay.com.

Kanbay, les membres de son conseil d'administration ainsi que ses mandataires sociaux pourraient être considérés comme participant au recueil des pouvoirs des actionnaires de Kanbay au titre de la transaction proposée. Les informations relatives aux intérêts de ces administrateurs et mandataires sociaux et leur participation au capital de Kanbay sont incluses dans le document d'information établi pour l'assemblée générale des actionnaires de Kanbay et déposé auprès de la SEC le 1^{er} mai 2006. Les investisseurs et les détenteurs de titres pourront obtenir des informations plus détaillées sur les intérêts directs et indirects de Kanbay, les membres de son conseil d'administration ainsi que ses mandataires sociaux à la lecture du document d'information préliminaire relatif à la transaction envisagée.

En outre, Capgemini, les membres de son conseil d'administration ainsi que ses mandataires sociaux pourraient être considérés comme ayant participé au recueil des pouvoirs des actionnaires de Kanbay au titre de la transaction décrite. Les informations relatives aux intérêts particuliers de ces administrateurs et mandataires sociaux seront incluses dans le Prospectus qui sera distribué pour la transaction. Des informations complémentaires relatives à ces administrateurs et mandataires sociaux sont également incluses dans la communication financière et les rapports publics de Capgemini. Ces documents sont disponibles auprès de Capgemini sur son site internet www.capgemini.com ou par correspondance au 11 rue de Tilsitt, 75017 Paris ou par téléphone au 33 1 47 54 50 00.

Relations Presse:
Christel Lerouge
Tel.: +33 1 47 54 50 76

Relations Investisseurs:
Manuel Chaves d'Oliveira
Tel.: +33 1 47 54 50 87

Communiqué de Presse

Paris, 4 décembre 2006 – Capgemini annonce aujourd'hui que, dans le cadre de l'acquisition de la société Kanbay, une action judiciaire a été introduite devant les tribunaux américains à l'encontre de cette dernière, certains de ses administrateurs et Capgemini Financial Services. Les demandeurs réclament une indemnisation financière et une injonction visant à empêcher l'opération. Capgemini Financial Services et les autres défendeurs considèrent que cette action est sans fondement et contestent ces allégations. Cette action ne remet pas en cause le calendrier annoncé de réalisation de l'acquisition en début d'année 2007, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de Kanbay et d'autres conditions usuelles pour ce type d'opérations.

A propos de Capgemini :

Capgemini, un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, a développé une façon unique de travailler avec ses clients, appelée « Collaborative Business Experience ». En s'engageant vis-à-vis de ses clients vers un succès mutuel et la réalisation de progrès tangibles, Capgemini aide les entreprises à mettre en place des stratégies de croissance, à développer leurs technologies et à prospérer, sous l'impulsion de la collaboration. Capgemini a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 6 954 millions d'euros et emploie environ 61 000 personnes dans le monde. Plus d'informations sur : www.capgemini.com

A propos de Kanbay :

Créée en 1989, Kanbay, Inc. est une société de services informatiques à vocation mondiale qui emploie environ 6 900 collaborateurs dans le monde. Kanbay fournit un ensemble de services intégrés de conseil en management, intégration et développement de systèmes et infogérance, grâce à une plate-forme de service globale unique spécialisée dans les services financiers et les biens de grande consommation, ainsi que les télécommunications, les médias, la santé et les loisirs. Kanbay est une société CMM Level 5 dont le siège social est situé à Chicago avec des bureaux en Amérique du Nord, en Inde, ainsi qu'à Londres, Singapour, Hong Kong, Tokyo et Melbourne. Plus d'information sur <http://www.kanbay.com>

IX. TABLE DE CONCORDANCE

RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU REGLEMENT EUROPEEN (CE) N° 809/2004 MISES A JOUR
DANS LE PRESENT DOCUMENT :

| | |
|---|----------------|
| 1. Personnes responsables | I.1 et 2 |
| 2. Contrôleurs légaux des comptes | I.3 |
| 5. Investissements | II.2 |
| 9. Examen de la situation financière et du résultat | V.1 |
| 10. Trésorerie et Capitaux | II.3 |
| 13. Prévisions ou estimations du bénéfice | VI et VII |
| 14. Organe d'administration, de direction et de surveillance et direction générale | III.1 |
| 18. Principaux actionnaires | III.3 et III.4 |
| 20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur | V.2 |
| 21. Informations complémentaires | III.2 |